

**PROJET D'APPUI AUX IRRIGANTS ET AUX SERVICES AUX IRRIGANTS
ASIRRI : COMPOSANTE TRANSVERSALE : IRAM**

Financement Agence Française de Développement / AFD-FISONG

RAPPORT D'ACTIVITES

Quatrième rapport d'activités du projet

ASIrri : Juillet à décembre 2010

Document collectif

Février 2011

iram

GRET

**agronomes
vétérinaires
&
SAVIR PRODUCTIONS**



**សហគមន៍កម្ពុជា
សម្រាប់កសិកម្ម
និងបរិស្ថាន
CEDAC**

CUDES / KIDES



FONHAD

Le Projet d'Appui aux Irrigants et aux Services aux Irrigants ASIrri est une initiative conjointe de partenaires du développement du Nord et du Sud, AVSF, CEDAC, CUDES, CROSE, Faranfasi so, FONHADI, GRET et IRAM. Le projet est financé par l'AFD via la FISONG.

D'une durée de trois ans, ASIrri vise les objectifs suivants.

Objectif général : Assurer la gestion des systèmes irrigués et leur optimisation pour la production agricole par la pérennisation des associations d'irrigants et des dispositifs d'appui et de services.

Objectif spécifique : Elaborer, tester et favoriser la pérennisation des modes d'accompagnement et de prestation de services aux irrigants pour une exploitation durable des zones irriguées, dans trois contextes nationaux diversifiés : Haïti, Cambodge, Mali, en profitant des différences d'expériences entre site pour maximiser les échanges et le co-apprentissage, et la capitalisation.

Le chef de file du groupement est l'IRAM, chaque composante ayant une maîtrise d'œuvre propre :

Composante 1	Cambodge :	GRET et CEDAC
Composante 2	Haïti :	AVSF et CUDES/CROSE
Composante 3	Mali :	IRAM et Faranfasi so
Composante 4	Transversale :	IRAM

Ce rapport n'engage que ses auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme le point de vue des différents partenaires du projet ASIrri (AVSF, CEDAC, CUDES, CROSE, Faranfasi so, FONHADI, GRET et IRAM) ni de l'AFD.

• **iram Paris** (siège social)

49, rue de la Glacière • 75013 Paris • France

Tél. : 33 (0)1 44 08 67 67 • Fax : 33 (0)1 43 31 66 31

iram@iram-fr.org • www.iram-fr.org

• **iram Montpellier**

Parc scientifique Agropolis • Bâtiment 3

34980 Montferrier sur Lez • France

Tél. : 33 (0)4 99 23 24 67 • Fax : 33 (0)4 99 23 24 68

Sommaire

SOMMAIRE	3
LISTE DES ABREVIATIONS	5
1. RESUME	7
2. INTRODUCTION	10
3. RAPPEL DES ACTIVITES PREVUES	10
4. ACTIVITES REALISEES PENDANT LA PERIODE JUILLET- DECEMBRE 2010	15
4.1. Tableau de synthèse des activités	15
4.2. Commentaires et analyses sur les activités de la composante 1 : Cambodge	20
4.3. Commentaires et analyses sur les activités de la composante 2 : Haïti	33
4.4. Commentaires et analyses sur les activités de la composante 3 : Mali	36
4.5. Commentaires et analyses sur les activités de la composante 4 : Transversale	40
5. SUIVI DES ACTIVITES ET RESULTATS SELON LE CADRE LOGIQUE	42
6. PERSPECTIVES POUR LES 6 PROCHAINS MOIS	53
6.1. Composante 1 : Cambodge	53
6.2. Composante 2 : Haïti	54
6.3. Composante 3 : Mali	54
6.4. Composante 4 : Transversale	56
7. ANNEXES	57
7.1. Annexe 1 : Liste des documents produits : rapports de mission, rapports de capitalisation...	57

7.2. Annexe 2 : Observations partielles sur la gestion de l'eau et les pratiques agricoles à l'Office du Niger	60
7.3. Le Suivi des pratiques agricoles et de la campagne agricole	66
7.4. Annexe 3 : Termes de références et programme de l'échange croisé au Cambodge	76
7.5. Annexe 4 : Termes de références et programme de l'échange croisé au Mali	80

Liste des abréviations

ASIrri	Projet d'appui aux irrigants et aux services aux irrigants
AFD	Agence Française de Développement
OI	Organisation d'irrigant (OERT au Mali, FWUC au Cambodge)
<i>Cambodge</i>	
ADB	Asian Development Bank
ADG	Aide au Développement Gembloux
AFD	Agence Française de Développement
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CDF	Commune Development Fund (fonds d'investissement communal mis à disposition par des bailleurs et l'Etat cambodgien via le NCDD)
CEDAC	Centre d'Etude et de Développement Agricole Cambodgien
CSI	Centre de Services aux Irrigants
CRIC	Chinit Reservoir Irrigation Committee
CWPD	Cambodian Women for Peace and Development (partenaire local d'ADG pour l'appui au PUAC)
D&D	Decentralization and De-Concentration (Reforms)
ExCom	Executive Committee of the Provincial Rural Development Committee
EU	European Union
FAO	Food and Agriculture Organization
FA-UE	Facilité Alimentaire de l'Union Européenne (ligne de financement)
FNN	Farmers & Nature Net (Official network of the farmer associations created with CEDAC support in Cambodia)
FWN	Farmers & Water Net
FWUC	Farmer Water Users Community (Association des Usagers de l'Eau)
FWUG	Farmer Water Users Group (subdivision of a FWUC)
IRC	Institut des Régions Chaudes (Montpellier)
ISC	Irrigation Service Centre
JICA	Japan International Cooperation Agency
MoU	Memorandum of Understanding
MOWRAM	Ministry of Water Resources and Meteorology
NCDD	National Committee for Sub-National Democratic Development (in charge of D&D reforms)
PDOWRAM	Provincial Direction of Water Resources and Meteorology
PRDNEP	Project of Capacity Development of Provincial Rural Development in Northeastern Provinces (finance par JICA)
PUAC	Peri Urban Agricultural Center (Vegetable producer association supported by ADG)
PUC	Prey Nup Polders Users Community
SCIRIP	Stung Chinit Irrigation and Rural Infrastructures Project
UE	Union Européenne

Haiti

CAC	Centrale d'achat et de commercialisation de produits agricoles
CROSE	Coordination régionales des organisations du Sud-Est (ou KROS)
CUDES	Coordination des usagers de l'eau du Sud-Est (ou KIDES)
FONHADI	Fondation nationale haïtienne de l'irrigation

Mali

AV	Association villageoise
CPS	Centre de prestation de services
FCPS	Fédération des centres de prestation de services Faranfasi So
GIE	Groupement d'intérêt économique
IER	Institut d'économie rurale
OERT	Organisation d'entretien du réseau tertiaire
OP	Organisation de producteurs
PADON	Programme d'appui au développement de l'Office du Niger
PCPS	Projet centres de prestation de services

1. Résumé

Ce rapport constitue le quatrième rapport semestriel d'activités du projet ASIrri (appui aux irrigants et aux services aux irrigants) et couvre la période allant de juillet à décembre 2010.

a. Au Cambodge (composante 1) :

La première réunion du comité de coordination qui a été organisée en août a permis de renforcer les liens avec les autorités locales et le PDOWRAM. Un des sujets traités a été la possibilité de financer les services du CSI grâce aux fonds communaux.

La construction et la réhabilitation de quatre structures à Pram Kumpheak ont été exécutées avec succès. Les services d'appui pour la construction institutionnelle auprès des périmètres de Teuk Chha, Stung chinit East et Machu Nga ont permis de créer de nouveaux FWUC/G dans chacun de ces périmètres.

Durant ce semestre, une stagiaire a appuyé l'équipe à développer des règles et principes de partage de l'eau avec les FWUC. Une autre stagiaire a travaillé sur la formulation de services portant sur la gestion financière auprès des FWUC, mais également pour d'autres types d'OP. Un troisième stagiaire khmer a étudiés les différentes expériences de coordination entre FWUC, autorités locales et gouvernement sur divers périmètres.

Le CSI a signé de nouveaux contrats de service pour appuyer le suivi de la gestion financière des FWUC de Sdao Kong et de Stung Chinit North. Malheureusement, le service pour l'audit financier proposé à la CUP de Prey Nup a été rejeté.

Les principaux défis pour les deux prochains semestres sont :

- Le suivi des travaux de construction et d'entretien des périmètres de Teuk Chha, Stung Chinit East et Sdao Kong ;
- Le renforcement des capacités techniques de l'équipe du CSI en termes de suivi de conception, construction et entretien de périmètres ;
- Le développement des services de gestion financière, ceci également pour d'autres types d'organisations paysannes ;
- La définition du modèle institutionnel du CSI et son enregistrement comme organisation cambodgienne ;
- La mise au point du modèle économique du CSI et l'identification de nouveaux financements pour 2012 ;
- L'enregistrement officiel de la fédération des FWUC : le « Farmer & Water Net », le développement de standards de qualité des membres pour la gestion des FWUC et les méthodes d'évaluation ;
- L'organisation d'un atelier national ;
- La participation à des échanges avec les autres composantes d'ASIrri.

b. En Haïti (composante 2) :

Dix-huit mois après la construction des locaux (bureaux, dépôts, salle de vente..) et à un an de la fin de l'action, la centrale de commercialisation(CAC), centre de service axé sur la collecte et la commercialisation des produits agricoles, n'a toujours pas de statuts et ses instances ne sont pas formellement constituées. Une équipe de sept personnes, sans compter l'encadrement CROSE, est actuellement rémunérée alors que le volume des contrats est insuffisant et le volume des produits

commercialisés encore bien trop faible pour assurer un équilibre financier : à peine 10% du volume minimum requis pour atteindre le point d'équilibre du scénario bas selon la mission de lancement réalisée par l'IRAM mi 2009. Après le séisme du 12 janvier dernier, les hôtels, cibles principales, n'achètent aujourd'hui que de manière erratique. Les prix aux producteurs pratiqués par la CAC sont parfois inférieurs aux prix pratiqués par les commerçantes (Madam Sara).

Suite à ce bilan et poussés par AVSF, les partenaires de l'action (CROSE et KIDES) ont réagi pour assurer le développement et la viabilité future de ce centre de services. Les activités de promotion sont encourageantes (affiches, enseigne, etc.). Toutefois le véhicule de commercialisation dédié (en partie) au projet est disponible et en fonction depuis le 25 janvier seulement (suite à plusieurs mois de retard lié au dédouanement). Enfin, une experte en gestion commerciale de CROSE intervient depuis fin octobre 2010 pour une assistance technique et financière, afin de prendre les mesures qui s'imposent pour assurer le fonctionnement de la CAC au service des producteurs. AVSF encourage cette dynamique mais les résultats atteints jusqu'à présent sont loin d'être suffisants pour assurer la pérennité du centre. En ce sens, des rencontres sont prévues au cours du 1^{er} trimestre 2011 avec les responsables de CROSE et KIDES pour accélérer le nécessaire recadrage du fonctionnement et de la gouvernance de la CAC.

Globalement, les efforts de ce dernier semestre se sont plutôt concentrés sur le renforcement des associations d'irrigants. KIDES a pu organiser plusieurs formations et formaliser les statuts de plusieurs associations d'irrigants membres de ce consortium. KIDES et la FONHADI ont par ailleurs organisé des actions de plaidoyer qui se poursuivent, en particulier sur le thème de la protection des terres agricoles irriguées en bordure des villes.

c. Au Mali (composante 3) :

Le CPS de Molodo a poursuivi l'accompagnement de 14 OERT ayant adhéré au centre en 2009-2010. Au cours de cette période les appuis par domaine ont consisté en :

- Domaine hydraulique : Diagnostic hydraulique de chaque OERT, élaboration de plan d'action (entretien courant et périodique), identification de mini-réhabilitations pour les OERT de type 2 et 3, suivi des travaux d'entretien.
- Domaine agricole : Action pilote d'appui à la mise en place de calendriers collectifs par deux OERT, suivi des pratiques agricoles.
- Domaine de gestion : Sensibilisation sur la mise en place d'un système de redevance et appui à l'ouverture de compte bancaires pour 2 OERT.
- Domaine institutionnel : Appui à l'obtention de récépissés pour 3 OERT.
- Global : Elaboration d'une typologie des OERT permettant des analyses comparées des OERT, facilitant l'évaluation des OERT et devant permettre d'adapter les services à chaque type d'OERT. La typologie distingue 3 classes suivant la nature des aménagements et 3 types suivant le niveau de développement de l'OERT (type 1 = OERT à l'arrêt, type 2 = OERT en démarrage et type 3 = OERT en décollage).
- Suivi évaluation : Elaboration d'un processus et d'outils d'évaluation des OERT et des services.

Les résultats et effets sont visibles sur les OERT, le CPS et les autres acteurs :

- Sur les OERT : 4 OERT sont restées à l'arrêt (type 1), 9 sont en démarrage (type 2) et 1 est en décollage (type 3). Pour les OERT de type 2 et 3 on constate une nette mobilisation des membres, une amélioration de l'entretien des réseaux (bien que non pérenne à ce stade), une amélioration de la gestion de l'eau, un début de mobilisation de ressources financières.
- Sur le CPS : Une reconnaissance du CPS dans la zone et une acquisition de compétence. La démarche et outils commencent à être formalisés et capitalisés.

- Sur les autres acteurs : Une amélioration des collaborations. Par ailleurs certains acteurs déclarent « *commencer à croire aux OERT* ».

Pour l'année 2011 le CPS va affiner son offre de services en proposant des services différenciés pour chaque type d'OERT :

- Pour les OERT de type 1 (4 OERT) : une offre de démarrage révisée ;
- Pour les OERT de type 2 (9 OERT) : une offre de démarrage révisée pour consolider les acquis + l'appui à la mise en place d'une redevance III + l'appui à des mini-réhabilitations ;
- Pour les OERT de type 3 (1 OERT) : une offre de démarrage révisée pour consolider les acquis + l'appui à la mise en place d'une redevance III + l'appui à des mini-réhabilitations + l'appui à une activité génératrice de revenus.

d. Composante transversale (composante 4) :

Deux échanges croisés ont eu lieu :

- Une visite de l'équipe Mali au Cambodge ;
- Une visite des équipes Haïti et Cambodge au Mali.

Les événements clés de la composante transversale seront les suivants pour l'année 2011 :

- Capitalisation par chacune des équipes pays de leurs propres expériences : à ce titre l'IRAM transférera un budget capitalisation à chaque équipe ;
- Mission IRAM d'appui à la capitalisation des pays : notamment organisation d'ateliers d'écriture dans chacun des pays ;
- Synthèse des capitalisations par l'IRAM (siège) ;
- Organisation de l'atelier final en France avec participation des équipes projets ;
- Evaluation finale externe.

2. Introduction

Ce rapport constitue le quatrième rapport d'activités du projet Appui aux Irrigants et aux Services aux Irrigants ASIrri. Il couvre la période de juillet à décembre 2010. Un rapport financier couvrant la même période est joint à ce rapport.

La convention AFD-IRAM ayant été signée fin décembre 2008, on arrive au 2/3 d'exécution du projet.

Le premier rapport d'activités (janvier à juin 2009) constituait un rapport de démarrage et d'installation du projet. Le second rapport (juillet à décembre 2009) présentait les premières activités menées sur le terrain. Ce troisième rapport (janvier à juin 2010) présentait une image du projet ASIrri en vitesse de croisière, après un an d'exécution technique. Ce quatrième rapport est également un rapport de croisière. De plus on commence à percevoir les premiers résultats et effets du projet sur les organisations d'irrigants et les centres de services.

Après un rappel des activités prévues selon le document de projet, ce rapport présente selon le même format (tableau de synthèse) les activités réalisées juillet à décembre 2010. Quelques points sont alors développés pour chacune des composantes. On présente ensuite les activités et résultats cumulés depuis le démarrage du projet (selon le cadre logique). Une présentation sommaire des activités à venir est ensuite faite.

Attention : Ce rapport ne constitue pas un rapport d'analyse technique mais se limite à une présentation factuelle des activités réalisées. Les analyses techniques sont normalement présentées dans les rapports de missions et dans les autres documents de capitalisation produits par le projet (Cf. annexes).

3. Rappel des activités prévues

Les activités mentionnées pages suivantes sont issues du document de projet et sont données ici pour rappel. Il s'agit des activités prévues initialement et pour toute la durée du projet.

Activités selon le résultat 1 : Des centres de prestation de services sont mis en place ou renforcés	Composante 1 : Cambodge	Composante 2 : Haïti	Composante 3 : Mali
Investissements des CPS	Récupération de l'équipement (Véhicule 4x4, 3 motos, ordinateurs) sur la composante d'appui aux irrigants du projet Stung Chinit	Agrandissement de la centrale d'approvisionnement et de commercialisation préexistante (nouvelle construction) et achat des équipements	Complément de l'équipement du CPS de Molodo (informatique et moto).
Fonctionnement des CPS	Recrutement de : 2 spécialistes nationaux Gestion Sociale de l'Eau (appui institutionnel, appui opérationnel) ; 3 formateurs –animateurs expérimentés ; + un ingénieur Pdownram et une assistante gestion	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation initiale participative du fonctionnement technique et administratif de la centrale - Couverture des frais de fonctionnement du centre au cours des deux premières années et recrutement d'un responsable des achats et d'un responsable de la commercialisation - Mise en place d'un fond de roulement initial pour la boutique d'intrants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement d'un agent en gestion de l'eau / opération et maintenance d'infrastructures irriguées. - Couverture des frais de fonctionnement de l'agent en gestion de l'eau.
Missions d'appui technique (Nord et Sud) aux CPS	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place du Centre, - Elaboration du programme d'activité - Relations institutionnelles - 3 missions d'appui du CEDAC (intégration du centre dans la politique nationale) - Suivi technique permanent du GRET 	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation / diagnostic du fonctionnement de la centrale ; appui à CUDES pour la définition des priorités de formation et d'assistance technique - Appui à l'actualisation d'un plan d'affaire du centre de services combinant approvisionnement en intrants et commercialisation - Mission spécialisée en gestion commerciale et/ou administrative et financière - Suivi technique permanent de CROSE / AVSF 	<ul style="list-style-type: none"> - Faisabilité d'un appui aux OERT par les CPS : caractérisation de l'offre et de la demande de services, - Accompagnement de l'appui aux OERT par les CPS, - Faisabilité de l'extension des services des CPS (approvisionnement, commercialisation, battage, décorticage...), - Evaluation (étude des questions de pérennisation).
Formation / atelier	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration et formulation d'une méthodologie globale d'appui aux AUE aux différents stades du cycle du projet d'irrigation - Elaboration de l'offre de services du Centre, en matière d'appui à la structuration des AUE, de gestion et maintenance des réseaux, de gestion financière, de collecte de redevance, de relations institutionnelles, et de tout autre service ne pouvant être assuré par des prestataires externes - Identification de prestataires de services externes compétents (compta/ audit, ingénierie, gros travaux...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des responsables de la centrale sur des outils de gestion et de commercialisation et sur le suivi des relations avec les fournisseurs et prestataires privés - Formation de CUDES sur le suivi et le contrôle des activités de la centrale (comité de vigilance) 	<ul style="list-style-type: none"> - Ateliers aux niveaux des OERT sur le concept de CPS - Ateliers à la Fédération sur l'extension des services - Formation complémentaire de l'agent gestion de l'eau et des autres agents des CPS
Echanges croisés	<ul style="list-style-type: none"> - Valorisation de la démarche de diagnostic et de mise en place de CPS au Mali, dans les deux autres pays au Cambodge et en Haïti. - Echanges sur la notion de services aux irrigants et sur les différents modèles de prestation de services. - Echanges sur les questions de financements et de pérennisation des prestations de services. 		

Activités selon le résultat 2 : Les associations d'irrigants sont consolidées	Composante 1 : Cambodge	Composante 2 : Haïti	Composante 3 : Mali
Fonds d'investissement aux irrigants	Mise en place d'un fonds d'appui (40.000 €) aux organisations d'irrigants pour financer de petites réhabilitations ou des appuis provisoires au fonctionnement des OI, dans le cadre de plans de désengagement		Eventuellement couverture d'investissements minimales au niveau des OERT
Missions d'appui technique (Nord et Sud) aux irrigants		Assistance technique aux 5 associations d'irrigants et leur fédération sur la base des priorités identifiées : entretien des systèmes, paiement des redevances, structuration des associations et relations à l'Etat, rôles, responsabilités et relations entre organisation d'irrigant OI, fédération et centre de services.	<ul style="list-style-type: none"> - Diagnostic participatif de gestion de l'eau et des OERT (partiteur M1) et faisabilité de nouvelles formes de gestion de l'eau (intervention des CPS comme prestataires des OERT), - Institutionnalisation des OERT et relations avec partenaires: fédération d'utilisateurs, contrat plan utilisateurs-Etat, OERT-CPS, - Accompagnement général des organisations paysannes OP (gestion de l'eau, approvisionnement, commercialisation...)
Services aux irrigants par les CPS	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des irrigants à la structuration, à l'organisation, en matière juridique, en gestion, d'organisation de l'irrigation, de la maintenance, ainsi qu'en matière de relations institutionnelles des AUE avec les services publics déconcentrés et avec le secteur privé. (Test et mise en œuvre d'un appui auprès d'une dizaine d'AUE) - Développement de services d'appui à la maîtrise d'ouvrage pour la conception et la réalisation de petites infrastructures d'irrigation, ou pour la réalisation d'opérations de réhabilitation - Test d'un appui global à la mise en œuvre d'un projet de petite irrigation dès la phase de demande et d'identification (les fonds pour les travaux seront recherchés auprès des programmes existants ou prévus) 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des irrigants et des responsables des OI et responsables de CUDES sur leurs responsabilités spécifiques et partagées concernant la gestion du CPS et son contrôle. - Appui à la mise en place d'outils de suivi et contrôle. - Voyages d'échanges avec d'autres OI et CPS mis en place (Arcahaie, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations techniques des OERT sur : Les conséquences d'un mauvais entretien, les différents travaux d'entretien du réseau tertiaire (techniques, normes, priorisation et périodicité), rôle et mission des OERT, les méthodes d'élaboration de la programmation par arroseur... - Autres formations : agronomiques et gestion - Accompagnement / conseil / mise en place d'outils pour les OERT.
Echanges croisés	<ul style="list-style-type: none"> - Echanges sur la question de nouveaux modes de gestion de l'eau / de gestion des aménagements hydro agricole par des prestataires spécialisés, - Valorisation au Cambodge et en Haïti d'une approche de diagnostic participatif de gestion de l'eau 		

Activités selon le résultat 3 : Des référentiels technico-économiques sont établis et capitalisés.	Composante 1 : Cambodge	Composante 2 : Haïti	Composante 3 : Mali
Stages étudiants	Organisation de 2 stages de 4-5 mois autour de la caractérisation du fonctionnement et des besoins prioritaires des AUE visées par le projet	Organisation de 2 stages sur le transfert de gestion des systèmes irrigués et la mise en place de CPS à partir de l'expérience de CUDES.	Organisation de 2 stages d'étudiants
Missions d'évaluations technico-économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'une méthode commune d'évaluation technico-économique des performances des aménagements hydro agricoles. - Formation des agents de terrain à cette méthode, collecte des données. - Analyse des données pays, évaluation des performances, analyse comparée. 		
Ateliers par pays (annuel)	Ateliers d'analyse des performances des aménagements, des modèles de gestion de l'eau, des modèles de prestation de services aux producteurs et à leurs OP et des politiques de développement des zones irriguées.		
Atelier tri pays (annuel)	Ateliers d'échanges sur les performances des aménagements, les modèles de gestion de l'eau, les modèles de prestation de services aux producteurs et à leurs OP, les politiques de développement des zones irriguées.		
Atelier final	Atelier final du projet organisé en collaboration avec le Groupe Initiative.		
Publications par pays et publication globale	<ul style="list-style-type: none"> - Document méthodologique sur les différents éléments de l'appui aux AUE - Proposition de mise en place d'un fonds d'appui à la petite irrigation et aux AUE au niveau national 	Capitalisation de l'expérience de mise en place d'un CPS (commercialisation et approvisionnement) mutualisé entre plusieurs petits systèmes irrigués et leurs organisations.	Capitalisation d'une démarche de renforcement de capacité des CPS, de réflexions sur l'extension de services et la pérennisation financière

Activités selon le résultat 4 : Des espaces nationaux d'appui à l'irrigation disposent d'argumentaires objectifs et de référentiels technico-économiques clairs pour des actions de plaidoyer	Composante 1 : Cambodge	Composante 2 : Haïti	Composante 3 : Mali
Echanges avec les plates-formes nationales ou régionales de la CIID et des OP	Organisation de rencontres régionales et nationales des AUE dans la perspective de la création d'une fédération nationale à terme	Appui institutionnel à FONHADI (fonctionnement, contribution à son secrétariat national) Appui pour l'organisation des visites d'échanges thématiques avec d'autres associations d'irrigants en Haïti.	Plate-forme CIID : AMID et ARID, Plate-forme OP : AOPP et ROPPA.
Appui à la concertation au niveau de chacun des pays (irrigants, Etats, opérateurs)	Dialogue avec les autres partenaires nationaux et internationaux intéressés par le développement de l'irrigation au Cambodge, notamment la coopération australienne (projet CAVAC), japonaise, ADB... et identification de cofinancements potentiels pour l'appui aux AUE et à la petite irrigation	Organisation de colloques régionaux sur le thème de l'irrigation et des pratiques et politiques d'appui Appui à la création d'espaces de concertation avec l'Etat et les autorités locales	
Rédaction de position papers pour lancer des actions de plaidoyer : par les OI (et leurs CPS) et par IRAM/GRET/AVSF	Un article de plaidoyer en faveur de l'appui aux OI au Cambodge et pour la mise en place d'un fonds d'entretien des infrastructures, sur la base des résultats technico-économiques des périmètres suivis, et des besoins nationaux.	Rédaction des actes des colloques. Diffusion de prises de position au niveau des instances nationales, des organisations internationales et des bailleurs de fonds ...	

4. Activités réalisées pendant la période Juillet-Décembre 2010

On présente ici sommairement les activités réalisées pendant la période juillet décembre 2010, et non le cumul d'activités depuis le démarrage du projet.

4.1. Tableau de synthèse des activités

Activités selon le résultat 1 : Des centres de prestation de services sont mis en place ou renforcés

	Composante 1 : Cambodge	Composante 2 : Haïti	Composante 3 : Mali
Investissements des CPS	Nouveaux équipements: 3 GPS, 1 ordinateur pour l'assistante administrative, 1 appareil de levée topographique	RAS	Un ordinateur portable a été acheté et mis à la disposition du conseiller OERT.
Fonctionnement des CPS	Nouveaux recrutements: - Un chargé de gestion budgétaire - Un ingénieur - Fin de contrat de l'ingénieur SIG - Nomination de Seng Sophak comme coordinateur de l'équipe du CSI 1 réunion du comité de gestion organisée le 28 octobre	- Appropriation et utilisation au quotidien par l'équipe de la CAC des outils de gestion proposés par AVSF - Mise à disposition par CROSE d'une spécialiste en gestion commerciale	- Rencontres mensuelles au niveau du CPS de Molodo : échanges sur les activités du projet, la programmation et les difficultés rencontrées dans l'exécution des activités terrain - Réunions trimestrielles de programmation du projet au niveau de la zone : CPS, Direction de zone de l'Office du Niger à Molodo.
Missions d'appui technique (Nord et Sud) aux CPS	1 mission d'appui du siège GRET à Paris	- Formulation de conseils en marketing et présentation des produits par AVSF : élaboration de plaquettes et affiches commerciales, expérimentation de niches commerciales (paniers de fruits et légumes) - Diagnostic réalisé du fonctionnement de la centrale et recommandations émises pour un rapide recadrage de fonctionnement, par le chargé de programmes OP et marchés (AVSF France – décembre 2010)	Echanges avec l'IRAM en marge des échanges croisés au Cambodge (septembre) et au Mali (novembre) : - Echanges généraux sur le projet (revue des activités, discussions techniques...); - Elaboration d'une démarche et des outils d'évaluation des services 2010 et des OERT
Formation / atelier		- Formation du personnel de la CAC à l'utilisation d'outils de gestion (achats/ventes/stock) - Organisation par KIDES d'un Atelier sur la Centrale d'Achat et de Commercialisation	- Présentation des résultats du stage à la FCPS = socialisation des activités et des résultats du projet à un public plus large de la FCPS et des autres acteurs (CRA-Ségou, Office du Niger...). - Exercice d'évaluation des services et des OERT par les élus du CPS de Molodo, évaluation comparée des OERT par les élus du CPS.
Echanges croisés	RAS	RAS	Visite par le CPS de Molodo des modules tests du projet PADON
	1 visite de l'équipe ASIrri Mali au Cambodge (Président du CPS, conseiller OERT du CPS, consultant IRAM) 1 visite au Mali des équipes ASIrri Cambodge (équipe du CSI, consultant GRET) et Haïti (conseiller CUDES, responsable FONHADI et responsable AVSF).		

Activités selon le résultat 2 : Les associations d'irrigants sont consolidées

	Composante 1 : Cambodge	Composante 2 : Haïti	Composante 3 : Mali
Fonds d'investissement aux irrigants	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de deux structures pour un montant de 2 430 USD à Pram Kumpheak (financement FA-UE) - Organisation de la sélection d'un entrepreneur et signature du contrat pour l'entretien de Teuk Chha pour un montant de 39 610 USD (financement FA-UE) - Etude sur l'alignement d'un nouveau canal à Stung Chinit East 	<p>La boutique d'intrants agricoles n'a pas encore pu démarrer pour une raison principale : des intrants ont été distribués gratuitement dans le cadre de programme d'urgence post séisme. Il n'a donc pas été jugé opportun de démarrer la boutique d'intrants alors que la plupart des intrants sont disponibles localement, soit gratuitement soit subventionnés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun investissement réalisé sur la période. - En revanche les actions pilotes / mini-réhabilitations (concernant le rechargement, le compactage de cavalier, la fourniture et pose de siphon, le curage) ont identifiés par le CPS et les OERT suite au diagnostic hydraulique = diagnostic hydraulique + élaboration d'un plan d'entretien + identification de mini-réhabilitations.
Missions d'appui technique (Nord et Sud) aux irrigants	RAS	<p>Suivi technique permanent de CROSE / AVSF Haïti.</p> <p>Assistance technique de KIDES pour la légalisation des associations d'irrigants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une formation sur la structuration et le fonctionnement des OI a eu lieu le 10 et le 20 juillet. - Atelier de travail à CIC sur les statuts et redevances (15 et 16/12) - Réunion a KIJ entre les membres des comités d'irrigations sur le fonctionnement d'une OI et le règlement de conflits (31/12) - Formation de CAJEUN sur le fonctionnement et le budget d'une OI (20/07) <p>Structuration des OI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assemblée Générale de FILA. Election d'un nouveau comité. (17/07) - Assemblée Générale de KIJ. Election d'un nouveau comité (25/07) - Assemblée Générale des planteurs de FEUCALI (8-10/09) - Enregistrement de 5 OI auprès de la Direction Générale des Impôts (DGI) et de la Mairie (FEUCALI, CIO, KIJ, CIC, KIRO) 	<p>Echanges avec l'IRAM en marge des échanges croisés au Cambodge et au Mali :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Echanges généraux sur le projet (revue des activités, discussions techniques...); - Elaboration d'une démarche et des outils d'évaluation des services 2010 et des OERT : ces outils devant permettre la réalisation « auto-évaluations » doivent contribuer au renforcement des organisations d'irrigants.
Services aux irrigants par les CPS	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de services à Pram Kumpheak, Teuk Chha, Stung Chinit East, Machu Nga (Mundolkiri), Stung Chinit North, - Nouveaux contrats signés avec Sdao Kong and Stung Chinit North - Une proposition de contrat de service pour l'audit financier de Prey Nup a été refusée et annulée. 	<p>KIDES a initié un diagnostic des boutiques existantes sur la zone, pour s'enquérir de leurs expériences respectives et éventuellement développer un partenariat avec des organisations de la région. KIDES se rapproche de l'Etat pour un éventuel contrat de fourniture d'intrants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Finalisation des diagnostics agro socioéconomiques et hydrauliques des 14 OERT. Ce processus a permis alors de comprendre le niveau des différentes difficultés que rencontrent les OERT et de faire une classification appropriée en fonction de leur niveau de développement. Sur les 14 OERT partenaires, 4 sont « en arrêt », 9 « en démarrage » et

	- Un contrat de service signé avec le PUAC est actuellement en cours de réalisation.		<p>1 en « décollage »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi des pratiques d'irrigation au niveau des 14 OERT. Plusieurs contraintes furent identifiées et partagées avec les producteurs. - Le suivi général de la campagne agricole au niveau des 14 OERT. Suivi plus détaillé auprès de 2 OERT afin d'accompagner la mise en place d'un calendrier collectif agricole. Des instruments de mesure de performances (tableau d'enregistrement) ont été mis à la disposition des exploitants de deux OERT : « Sindia de Molodo bamanan et « Kègnèrèyé » de Niaminani - Sensibilisation/animation auprès des 14 OERT membres pour les activer. Notamment sensibilisation sur l'introduction d'une redevance hydraulique tertiaire (« contribution »), sur le respect des SRI, sur l'importance de l'entretien. - Formation des OERT sur les outils d'évaluation « Mogoni » et Eval services.
Echanges croisés	3 visites-échange : Teuk Chha et Pram Kumpheak à Stung Chinit, Machu Nga à Teuk Chha, Pram Kumpheak et Stung Chinit	RAS	RAS

Activités selon le résultat 3 : Des référentiels technico-économiques sont établis et capitalisés

.	Composante 1 : Cambodge	Composante 2 : Haïti	Composante 3 : Mali
Stages étudiants	<ul style="list-style-type: none"> - Stage d'une étudiante de l'IRC sur les services de gestion de l'eau - Stage d'une étudiante sur les services d'appui à la gestion financière - Stage d'un étudiant khmer de l'IRC sur les expériences de coordination entre les FWUC et les autorités 	RAS	<p>Stage de mai à septembre.</p> <p>La Fédération des CPS a procédé à la restitution du stage sur la caractérisation précise des organisations d'entretien du réseau tertiaire. Cette rencontre présidée par le conseiller technique de la Chambre Régionale d'Agriculture de Ségou a regroupé les représentants de la Zone office du Niger de Molodo, des OERT membres du CPS, des Syndicats des Exploitants, de la Fédération et du CPS de Molodo. Leurs travaux ont abouti à l'élaboration d'une typologie des OERT et d'outils cartographiques.</p>
Missions d'évaluations technico-économiques	RAS	RAS	RAS
Ateliers par pays (annuel)	RAS	RAS	RAS
Atelier tri pays (annuel)	<p>L'atelier tri-pays initialement prévu a été converti en deux échanges croisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une visite de l'équipe Mali au Cambodge ; - Une visite des équipes Haïti et Cambodge au Mali. <p>La visite initialement prévue de l'équipe Cambodge en Haïti a été annulée suite au séisme de janvier 2010 en Haïti.</p>		
Atelier final	RAS	RAS	RAS
Publications par pays et publication globale	Rapports de stages	RAS	Draft de rapport de stage
	RAS en transversal		

Activités selon le résultat 4 : Des espaces nationaux d'appui à l'irrigation disposent d'argumentaires objectifs et de référentiels technico-économiques clairs pour des actions de plaidoyer

	Composante 1 : Cambodge	Composante 2 : Haïti	Composante 3 : Mali
Echanges avec les plates-formes nationales ou régionales de la CIID et des OP	Réunion du réseau des FWUC à Phnom Penh les 18 et 19 octobre	La FONHADI a réalisé un colloque sur la problématique de l'urbanisation et le mitage des terres agricoles le 1er octobre 2010 (voir annexe)	Echanges informels avec l'AMID.
Appui à la concertation au niveau de chacun des pays (irrigants, Etats, opérateurs)	Une réunion de coordination a été organisée le 24 août.	RAS	Plusieurs réunions FCPS-Office du Niger (avec les responsables de la zone de Molodo, les responsables des OERT, les irrigants) sur les premiers résultats et effets du projet mais aussi sur les difficultés <ul style="list-style-type: none"> - Revue des différentes activités réalisées durant la période écoulée avec l'équipe en charge du programme, - Visite sur terrain à Niaminani au cours de la mission d'échange des Haïtiens et Cambodgiens pour évaluer avec les producteurs à la base les avancés réalisées, - Réunion de planification Trimestrielle, - Séance de travail avec les élus du centre de Molodo sur les activités réalisées en 2010 et les actions à mener en 2011. - Séance de travail avec la direction de Zone de Molodo, la direction Générale de l'office du Niger pendant la mission d'échange sur les enjeux de l'eau - Séance de travail avec l'ONG Nyeta-conseils sur le module test PADON. - Rencontre avec les producteurs de Km36 appliquant le module test PADON
Rédaction de position papers pour lancer des actions de plaidoyer : par les OI (et leurs CPS) et par IRAM/GRET/AVSF	RAS	RAS	RAS

4.2. Commentaires et analyses sur les activités de la composante 1 : Cambodge

4.2.1. En relation avec le résultat 1 : Des centres de prestation de services sont mis en place ou renforcés

a. Renforcement des compétences / Ressources humaines/ Formations / Visites de terrain

Pour accompagner la stagiaire sur cette question et assurer le développement de ces services sur le long terme, un chargé des services d'appui à la gestion financière a été recruté en septembre 2010.

L'ingénieur SIG a rencontré des difficultés à gérer ses tâches et il a été décidé de mettre un terme à son contrat. Un jeune ingénieur a été engagé pour aider au suivi des travaux de construction et de maintenance. Un des animateurs a maintenant acquis les compétences de base pour gérer l'outil SIG même s'il faut encore les renforcer.

b. Investissement du CSI et équipements

De nouveaux équipements ont été acquis par le CSI : 3 GPS, un nouvel ordinateur et un appareil de levée topographique absolument nécessaire pour la préparation des travaux et également le suivi de la maintenance des périmètres irrigués.

c. Organisation institutionnelle:

Une réunion de coordination a été organisée le 24 août (voir résultat 4 ci-dessous).

Une réunion du comité de gestion entre les représentants du Gret et du Cedac a été organisée le 28 octobre 2010.

La principale décision de ce comité de gestion a été de revoir les progrès réalisés par Long Piseth en tant que coordinateur du CSI. Après discussion, il a été approuvé par tous les membres du comité de transférer cette position à Seng Sophak à partir de novembre. Ses termes de références ont été revus pour intégrer ses nouvelles responsabilités dans la gestion de l'équipe, la planification et le reporting des activités, la représentation du CSI et sa gestion administrative.

Les termes de référence pour la mission d'un expert national sur la gouvernance et le statut institutionnel du CSI ont été présentés aux membres du comité et validés. Suite à cette décision, une annonce a été publiée mais aucun consultant n'y a répondu. Face à la difficulté d'identifier une expertise locale sur ce sujet, il a été décidé de poursuivre les discussions en interne. Deux modèles de gouvernance sont en cours d'examen : le premier intègre des organisations fournisseurs de services, des représentants du personnel du CSI et les clients (les FWUC) dans la gouvernance du CSI et le second inclut uniquement les salariés du CSI dans la gouvernance. La prochaine réunion du comité de gestion devra opter pour une des ces orientations ou d'autres options à définir.

d. Relations extérieures et missions d'appui

Patricia Toelen en charge du suivi du projet depuis le siège du Gret à Nogent-sur-Marne a réalisé une mission d'appui du 25 au 30 octobre.

a. Liste des contrats en cours du CSI

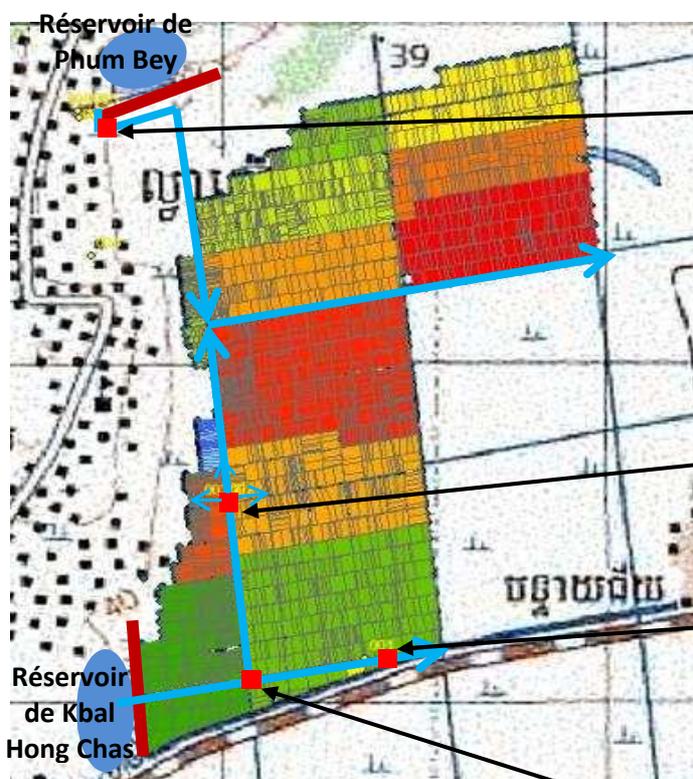
Client	Province	Superficie du périmètre Ha	N° du contrat	Date de signature	Montant	Objectifs du contrat
FWUC Pram Kumpeak Commune Lvea Leu	Kg Cham	498	2	22 avril	8,000,000 riels	Création d'une base de données Amélioration des infrastructures du périmètre
ExCom Mundolkiri PRDNEP-JICA Commune de Royor FWUC Machu Nga	Mundolkiri	202	1	5 mars 17 mai	20,000 \$US (ExCom) 1,000,000 riels (commune)	Création d'une FWUC et formations du comité
Commune Kompong Thmor FWUC Stung Chinit East	Kg Thom	374	1	4 mai	6,900,000 riels (commune) 1,500,000 riels (FWUC)	Création d'un FWUG Création d'une base de données Etude sur l'alignement du canal et sur la compensation des terres
FWUC Teuk Chha Communes Kroch & Boeng Nay	Kg Cham	~4,000 ~1,600 (Canal B)	1 & 2	4 mai	1,400,000 riels (FWUC) 6,000,000 riels (communes)	Opération du canal principal Création d'une FWUG (canal B) Entretien du périmètre
FWUC Sdao Kong	Prey Veng	~150	1	1 octobre	250 \$US	Gestion financière et appuis divers
CWPD / PUAC	Kg Speu	No	1	13 décembre	400 \$US	Création d'un manuel de procédures de gestion financière
FWUC Stung Chinit North	Kg Thom	~2,500	2	24 décembre	280 \$US (en fonction du nombre de jours prestés 20 USD/ day)	Suivi de la gestion financière, formation et appuis divers

b. Périmètre de Pram Kumpheak ("5 February") (Province de Kompong Cham)

Le deuxième contrat de service a été signé en avril 2010 avec la commune de Lovea Leu et la FWUC pour :

- L'amélioration des infrastructures de régulation du périmètre
- La construction de 4 structures a été finalisée et payée. La conception a été réalisée par un ingénieur du PDOWRAM. Le contrat de 23 200 \$US a été réalisé par un entrepreneur local (financement AFD)

Carte du périmètre de Pram Kumpheak (commune de Lovea Leu) :



Porte d'eau du réservoir de Phum Bey



Triple porte d'eau de Trapeang Chrap



Régulateur de niveau du canal 1^{ère} de Kbal Hong Chas



Porte d'eau du canal 2^{ème} de Kbal Hong Chas

Après la fin des travaux en juillet, quelques travaux supplémentaires ont été identifiés : une consolidation de la porte d'eau du réservoir de Phum Bey, la réparation du pont situé sur cette même porte et la protection des berges du canal de la sortie d'eau de la porte et au niveau du canal de Trapaeng Chrap l'amélioration de la sortie d'eau des portes. Ces travaux ont été réalisés en novembre 2010 par un entrepreneur local pour la somme de 2 430\$US (financement FA-UE)

La superficie totale desservie bénéficiant de ces structures représente 497,5 ha (références SIG) pour un coût total de 25 630\$US ce qui représente un investissement de 51\$US/ha. 733 familles cultivent dans cette zone. Ces travaux de réhabilitation et de construction ont permis de réguler l'eau et de la partager ce qui était impossible auparavant. Cependant, ces améliorations sont seulement partielles et la poursuite de la réhabilitation du canal devrait être organisée pour un fonctionnement optimum du périmètre.

Création d'une base de données détaillée des parcelles

La base de données est finalisée. Il n'y a plus que quelques vérifications à effectuer. Toutes les données, 4421 points GPS et les informations sur les propriétaires ont été collectées. Le nombre initial des propriétaires identifiés à partir des informations des chefs de village était au nombre de 559. Après création de la base de données, l'équipe en a identifié 733 répartis sur 2198 parcelles pour une superficie totale de 497,5 ha cultivée en saison des pluies. Dans cette zone, 38,7 ha ont été cultivés en début de saison des pluies (double culture) l'année précédente. On s'attend à ce que cette zone soit étendue l'année prochaine grâce aux travaux de réhabilitation

Bientôt, cette base de données sera transférée à la FWUC et le paiement du second service facturé. Cette base de données permettra le suivi détaillé de l'irrigation, du calcul de la redevance et de sa collecte l'année prochaine

Formation sur le fonctionnement de la FWUC, les règles opérationnelles et le partage de l'eau

Une première ébauche de règles pour le partage de l'eau a été formulée avec les membres de la FWUG. L'équipe du CSI a effectué un suivi hebdomadaire de l'irrigation pendant la saison culturale d'avril à septembre sur le terrain et pendant les réunions de la FWUG organisées pour organiser les rotations entre les zones à irriguer en fonction des priorités. Les règles ont été et seront progressivement revues en fonction de l'expérience.

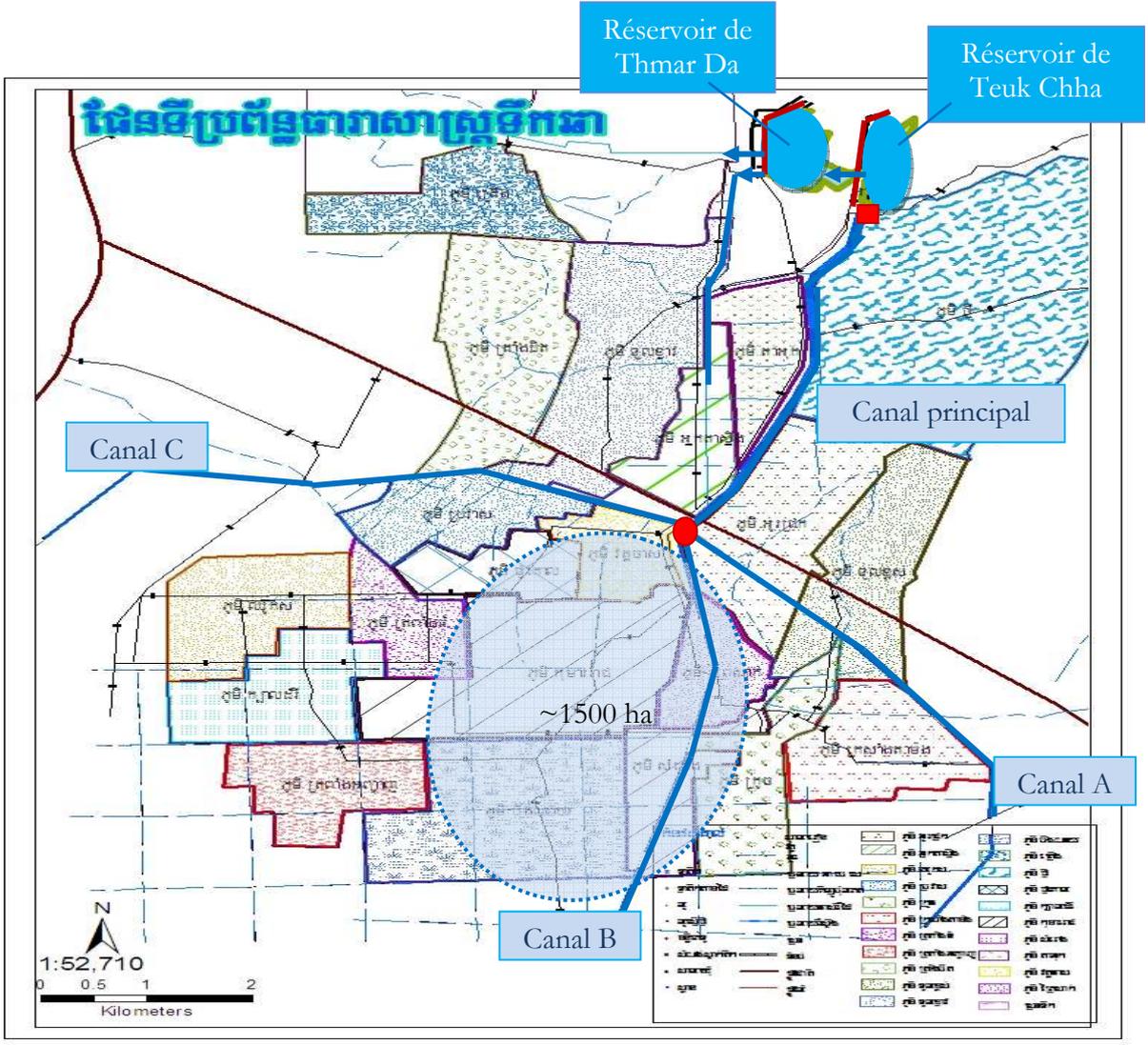
Tous les représentants de la FWUC et des FWUG ainsi que les membres du conseil communal (13 participants) ont participé à une visite-échange à la FWUC de Stung Chinit le 10 décembre. Ils y ont étudié l'organisation du comité de la FWUC, l'organisation des réunions villageoises, la procédure de collecte de la redevance, le système d'opération de l'irrigation et d'autres procédures.

Il est prévu de négocier un troisième contrat qui portera sur la collecte de la redevance et la gestion financière après la prochaine saison culturale, cependant les procédures doivent être finalisées avant le début de la prochaine saison débutant fin mars. Avant de pouvoir collecter ses ressources propres au travers de la redevance, la FWUC aura besoin d'un appui financier pour son fonctionnement. Le fonds d'investissement des FWUC pourrait être utilisé à cette fin.

c. Périmètre de Teuk Chha (Province de Kompong Cham)

En mai 2010, deux contrats de service ont été signés entre le CSI, la FWUC de Teuk Chha et les communes de Kroch et Boeng Nay dans le but d'améliorer la gestion de l'eau le long du canal principal, de créer une FWUG pour le canal secondaire B et de mettre en œuvre l'entretien du canal principal et du canal secondaire B grâce au fond d'investissement des FWUC (financement FA-UE).

Carte du périmètre de Teuk Chha



Mettre en place des règles opérationnelles et de partage de l'eau au niveau du canal principal

Une stagiaire est arrivée en juin pour appuyer l'équipe sur la mise en place de ce service.

- Un comité de conseil a été mis en place afin de discuter et de prendre efficacement des décisions sur les nouvelles règles opérationnelles et de partage de l'eau. Ce comité est présidé par un fonctionnaire du PDOWRAM et inclut les deux chefs de communes (respectivement le président et le vice-président de la FWUC) et les 24 chefs de villages concernés.
- 4 opérateurs ou aiguadiers ont été recrutés et formés afin d'assurer la distribution de l'eau pendant la saison des pluies. Leurs contrats ont été suspendus en septembre dû à une nécessité moindre de leur activité.

- La porte principale et les portes secondaires sur le canal principal ont subi de petits travaux de réhabilitation et ont été fermées de telle façon que seuls les opérateurs puissent les ouvrir et les fermer.
- Différentes règles de gestion de l'eau ont été proposées et testées. Un système de demande individuelle continuera à être testé la saison prochaine.
- De nombreuses réunions pour informer et discuter avec les agriculteurs sur les nouvelles règles de gestion et le système de demande d'eau ont été organisées dans 20 villages (922 participants)

Créer un FWUG au niveau du canal secondaire B

- Un groupe de travail pour conseiller sur les règles a été mis en place avec les chefs de village
- Des réunions pour informer les agriculteurs sur les règles d'adhésion des membres et l'organisation de la FWUG ont été organisées dans les 7 villages concernés par le canal B.
- 609 agriculteurs sur 731 identifiés (83%) ont accepté de payer une cotisation.
- Le 26 octobre, des représentants villageois ont été élus dans les 7 villages. 568 membres (93%) ont participé au vote.
- Le 3 décembre, le président et vice-président du comité de la FWUG ont été sélectionnés parmi les 7 représentants villageois.
- Un compte en banque pour la FWUG a été ouvert et le montant collecté de la cotisation (9 130 000 riels) y a été déposé.
- Tous les représentants de la FWUG du canal B et les chefs des villages concernés (15 participants) ont participé à une visite-échange à Stung Chinit le 8 décembre. Ils y ont étudié l'organisation du comité de la FWUC, l'organisation des réunions villageoises, la procédure de collecte de la redevance, l'opération du système et les autres procédures mises en place.

L'entretien du canal principal et du canal secondaire B

Les besoins en maintenance (dragage et nettoyage du canal, réhabilitation des infrastructures) ont été estimés pour un montant total de 40 000\$US (financé par la FA-UE). Les travaux ont commencé en janvier 2011 et sont en cours

d. Périmètre de Stung Chinit East (Province de Kompong Thom)

Un contrat avec la commune de Kompong Thmor a été signé le 4 mai avec le CSI pour :

Créer une FWUG en charge du futur système d'irrigation

- Un groupe de travail pour conseiller sur les règles a été mis en place.
- Des réunions d'information sur l'adhésion des membres et l'organisation de la FWUG ont été organisées dans 4 villages.
- 221 agriculteurs sur 289 (76%) ont payé leur cotisation (montant total collecté = 5 365 000 riels).
- Le 20 décembre, trois représentants villageois ont été élus au sein du comité de la FWUG par 172 membres (78%).
- La FWUG n'a pas encore de compte en banque et l'argent est gardé au niveau de la commune pour le moment. La question est de savoir si ce FWUG veut devenir une FWUC à part entière ou si elle deviendra une branche de la FWUC de Stung Chinit North. Les agriculteurs et la commune semblent vouloir rester indépendants, mais ils ont besoin d'une reconnaissance officielle pour ouvrir un compte en banque. Ce point est encore en débat pour le moment.

Créer une base de données avec une cartographie détaillée des parcelles :

- Toutes les données de terrain ont été collectées : 2556 points GPS et le nom des propriétaires des parcelles
- Une carte détaillée de la zone irrigable a été dessinée sur ArcMap, représentant 814 parcelles sur 373,86 ha appartenant à 246 propriétaires. Une zone qu'on avait supposé se trouver dans la zone irrigable a été exclue ce qui a eu comme conséquence de diminuer le nombre de propriétaires concernés (de 289 à 246).
- Selon la base de données, sur les 246 propriétaires identifiés, 175 (71%) avaient adhéré comme membre et cotisé pour un total de 4 490 000 riels ; 639 parcelles (78% ou 83% de la zone) appartiennent aux membres de la FWUG. Les membres qui n'ont pas de terre dans la zone irrigable exclue seront remboursés.

Appuyer la conception des infrastructures en collaboration avec l'ingénieur NCDD de la province de Kompong Thom

- Les études topographiques ont été réalisées pour deux alignements possibles du nouveau canal par l'ingénieur du CSI conjointement avec l'équipe NCDD provinciale.
- Suivant les différentes conceptions du canal et les coûts, des estimations ont été calculées et sont en cours de validation par les agriculteurs, la commune et le NCDD.
- Toutefois, les agriculteurs ont proposé un nouvel alignement du canal qui a finalement été accepté le 8 décembre. Une nouvelle étude topographique est nécessaire pour en finaliser la conception début d'année prochaine.

Etudier le futur alignement du canal et les pertes en terre consécutives pour les agriculteurs et leur possible compensation

- L'équipe a identifié 49 propriétaires qui vont perdre du terrain suite à la construction du canal. Pour simplifier la procédure, il a été proposé comme principe de compenser la perte en terre en espèces à hauteur de 50% de sa valeur, comme les agriculteurs vont bénéficier d'un accès plus aisé à l'irrigation. Le montant exact devra être revu et discuté lors de la conception finale du canal.
- Le fond d'investissement pour les FWUC pourrait être mobilisé pour cette compensation en terre, car ni la commune ni le NCDD n'ont de budget prévu à cet effet même s'ils sont d'accord sur le besoin légal d'y faire face.

e. La FWUC de Stung Chinit North (Province de Kompong Thom)

Un second contrat de service a été signé avec la FWUC de Stung Chinit North le 24 décembre pour :

- Le suivi de la gestion budgétaire
- La planification et le suivi de l'entretien
- L'actualisation de la base de données
- La coordination et la communication avec les autorités locales et le PDOWRAM (réunions du CRIC¹)

¹¹ Comité de coordination du réservoir de la Stung Chinit créé officiellement par le province, présidé par le chef de district, coprésidé par le directeur du PDOWRAM avec les communes et les représentants de la FWUC comme membres.

Ce contrat sera réalisé de janvier à avril. Après avril, la subvention du MOWRAM sera terminée et la FWUC n'est pas certaine d'avoir des ressources financières suffisantes pour payer les services du CSI. Le paiement de ce contrat sera effectué en fonction du nombre de jours travaillés par le CSI à un taux de 20\$US par jour. Le suivi de gestion budgétaire va nécessiter 7 jours et les autres tâches sont estimées à un total de 7 jours de travail (total = 280\$US)

Durant le stage sur l'appui à la gestion financière, un nouveau système de suivi de comptabilité sur le logiciel Excel a été mis au point pour la FWUC. Ce système sera proposé et testé avec la FWUC en début d'année prochaine.

En dehors du contrat de service, le CSI a suivi le processus de la troisième élection des représentants villageois et d'un nouveau bureau de la FWUC. L'équipe du CSI était présente à ce moment crucial de la vie d'une organisation paysanne. Il s'agit de la première élection qui a été entièrement gérée par la FWUC sans aucun appui extérieur. L'élection a été organisée le 18 novembre dans 25 villages. 1 736 membres sur 2 678 (65%) y ont participé. 12 nouveaux représentants ont été élus alors que 13 ont vu leur mandat reconduit. A l'intérieur du bureau de la FWUC, 3 nouveaux membres ont été élus sur un total de 5. Le président n'était plus candidat à son poste. Il a été remplacé par un membre réélu du bureau précédent. Ainsi, la continuité de la gestion est assurée bien qu'il y ait un changement notable dans les membres du bureau et au niveau des représentants.

L'équipe du CSI a appuyé l'organisation de deux réunions du CRIC et y a assisté:

- le 13 septembre pour préparer l'élection des représentants de la FWUC et pour discuter l'extension possible de la zone irriguée.
- le 17 décembre pour présenter les résultats des élections, préparer la saison culturelle en saison sèche et la collecte de la redevance en 2011.

f. La FWUC de Sdao Kong (Province de Prey Veng)

Suivant l'évaluation réalisée par le CSI et l'approbation de doter la FWUC de Sdao Kong d'une subvention par le MOWRAM et l'AFD en mai (6.300 \$US) (voir rapport précédent), le CSI a négocié un contrat de service qui a été signé le 1^{er} octobre pour 250 \$US. Les objectifs du contrat sont les suivants :

- Former le comité aux principes de gestion budgétaire
- Assurer le suivi comptable
- Produire un rapport financier après chaque campagne culturelle
- Actualiser la base de données et produire une carte des parcelles
- Faciliter les réunions des assemblées générales

Deux missions d'appui ont été organisées à Sdao Kong du 2 au 6 novembre et ensuite du 19 au 21 décembre. Au cours de ces missions, l'équipe du CSI a fourni un appui pour les activités suivantes:

- l'organisation de l'assemblée générale pour préparer la saison culturelle n°10 (novembre 2010 à février 2011) et pour se mettre d'accord sur le montant de la redevance et le calendrier d'irrigation
- l'élaboration du budget annuel pour le fonctionnement de la FWUC en 2010-2011 avec le comité.
- une formation pour le comité en comptabilité, suivi des dépenses, définition des codes budgétaires et sur le suivi budgétaire mensuel
- la révision de leurs dépenses enregistrées dans le livre de caisse pour les premiers mois de la saison culturelle

- le contrôle financier : vérification physique du contenu de la caisse, contrôle des factures et reçus
- la révision de la procédure de collecte de la redevance

A côté de ce contrat, le projet ASIrri a proposé d'utiliser le fonds d'investissement pour les FWUC pour la maintenance du périmètre de Sdao Kong. Ces travaux doivent encore être estimés et sont prévus après la saison culturelle en mars-avril de l'année prochaine.

g. Le périmètre de Machu Nga (Province de Mundolkiri)

En avril un contrat a été signé entre le CEDAC, représentant le CSI, et l'Excom Mundolkiri afin de créer une FWUC pour le périmètre de Machu Nga. Ce contrat est financé par PRDNEP/JICA, mais l'équipe du CSI financée par le projet ASIrri a été impliquée dans la réalisation de ce contrat. Pour ce travail, le CSI a reçu un montant forfaitaire de 20,000\$US. Toutes les dépenses liées au contrat (à part les salaires) ont été prélevées sur ce forfait. Le bénéfice est gardé par le CSI pour financer d'autres activités dans le futur.

Un contrat de services a été signé également le 17 mai avec le conseil communal de Royor pour la création d'une FWUC. Le montant de ce contrat est d' 1,000,000 riels. Le contrat a été exécuté mais le paiement n'a pas encore été effectué à cause de difficultés pour la commune d'accéder aux fonds prévu à cet effet.

Entre avril et décembre, dix missions de terrain ont été organisées à Mundolkiri afin de créer et de mettre en place une FWUC.

Les résultats de ces missions sont les suivants :

- Un groupe de travail a été mis en place pour suivre la construction et établir les règles d'adhésion et pour les élections
- 33 membres parmi les 44 propriétaires (75%) ont payé leur cotisation (660,000 riels)
- Le 20 mai, quatre membres du comité ont été élus par 25 des 33 membres.
- Une première assemblée générale a été organisée le 28 mai
- La FWUC a ouvert un compte en banque en juin
- Le 24 juin, la FWUC a été officiellement reconnue au niveau provincial
- Une carte détaillée du périmètre a été produite et une zone de 44 parcelles a été mesurée avec ArcMap. La superficie irrigable est de 202 ha.
- La base de données a été imprimée et transférée au comité de la FWUC.
- Le comité de la FWUC a reçu 5 formations. Ces formations ont été divisées en plusieurs sessions. Les sujets de formation :
 - L'organisation de la FWUC et son fonctionnement interne: facilitation de réunion, rédaction d'un compte-rendu de réunion, leadership et renforcement de la confiance entre les membres de la communauté, planification des activités, partage des responsabilités entre le comité de la FWUC et les membres.
 - L'opération du système irrigué : définition de la superficie irrigable, services attendus et partage des responsabilités entre les membres et le comité de distribution de l'eau, analyse des différences en matière d'accès à l'eau entre les parcelles, calendrier cultural pour 2011

- Suivi de la construction : comment la FWUC peut-elle assurer le suivi de construction des infrastructures par l'entrepreneur privé.
- Entretien du périmètre : les différents types d'entretien, travaux en terre et en béton, planification et budgétisation
- Gestion budgétaire, base de données et collecte de la redevance : procédure pour actualiser la liste des propriétaires et des parcelles, budget 2010-2011, procédures et outils pour la collecte de la redevance

Une visite d'échange a été organisée du 25 au 27 octobre à Pram Kumpheak, Teuk Chha et Stung Chinit avec 9 participants : 4 membres du comité de la FWUC, 1 chef de village, 2 agents du district, 1 fonctionnaire du PDOWRAM de Mondulkiri et 1 personne de l'équipe de PRDNEP/JICA.

Les travaux de construction sont achevés mais le périmètre n'est pas encore opérationnel. Des travaux supplémentaires seront nécessaires. L'équipe du CSI est toujours disponible pour accompagner le comité de la FWUC de Machu Nga si une demande est formulée mais à l'heure actuelle, la question de l'exécution des travaux supplémentaires n'est pas encore tranchée.

Un rapport final a été écrit en anglais et en khmer et envoyé à JICA et l'Excom Mondolkiri en décembre.

h. Les polders de Prey Nup (Province de Sihanouk)

Un service pour auditer les comptes de la CUP de Prey Nup a été préparé par l'équipe du CSI avec l'appui de la stagiaire (voir ci-dessous). Ce service a déjà été demandé par la CUP au CSI et au Gret précédemment. L'équipe était disposée à réaliser l'audit, quand, après de longues discussions, la CUP a refusé de signer le contrat de service proposé. En conséquence, le service d'audit a été annulé et abandonné. Il serait difficile de le relancer plus tard car l'équipe a besoin d'être accompagnée d'une personne expérimentée pour faire ce travail. En conséquence, il n'y a pas de service proposé à la CUP pour le moment.

Le CSI a relevé qu'il n'y a presque aucune FWUC ou d'autres organisations paysannes qui détiennent un système comptable qui permette d'effectuer un audit digne de ce nom. La CUP est une des rares exceptions. Les services du CSI devraient être orientés vers la construction de procédures financières. Le contrôle reste une question cruciale, mais la plupart des organisations paysannes ne souhaitent pas que des intervenants externes contrôlent leurs comptes à moins qu'ils y soient contraints. Un tel service pourrait potentiellement être développé à travers les bailleurs ou les projets appuyant certaines organisations paysannes avant que leur appui ne s'achève ou à travers les fédérations comme exigence de qualité. Même si le besoin de plus de contrôle apparaît évident dans la plupart des organisations, la possibilité de leur faire accepter un tel contrôle, plus encore qu'ils le demandent d'eux-mêmes, est problématique

i. Périmètre de Baray (Province de Siem Reap)

La possibilité d'appuyer la FWUC de Baray est toujours en considération mais l'équipe du CSI n'a pas eu le temps de mettre en œuvre l'évaluation nécessaire jusqu'à présent.

j. Peri-Urban Agricultural Center - PUAC (Province de Kompong Speu)

Le CSI est en train d'élaborer des services d'appui à la gestion financière des organisations paysannes (voir ci-dessous dans la rubrique stages d'étudiants). Dans ce cadre, le CSI a contacté différentes ONG et associations paysannes pour analyser les besoins et éventuellement développer des collaborations. Le PUAC est une association paysanne qui achète des légumes d'origine européenne produits par leurs membres et les vend à Phnom Penh. Cette coopérative paysanne est appuyée par ADG qui est un des partenaires du GRET dans le projet de la facilité alimentaire financé par l'UE. L'équipe du CSI a visité plusieurs fois le PUAC pour étudier leur système

budgétaire et évaluer leurs besoins pour ces services. Deux services possibles ont été identifiés : la révision des procédures financières internes et la formation de leur personnel de gestion sur le logiciel Quickbook afin d'améliorer leur suivi et leurs rapports financiers.

Une proposition pour le premier service a été élaborée en novembre et un contrat de service a été signé le 13 décembre pour un coût de 400\$US avec l'association locale Cambodian Women for Peace and Development (CWPD) et ADG, les deux organisations appuyant le PUAC. Ce service a pour but de mettre en place des procédures de gestion financières.

Un accord de mise en œuvre du service a également été signé entre le CSI et le PUAC le 14 décembre.

Une première mission a été réalisée les 13, 14 et 20 décembre pour revoir les procédures de gestion de caisse, d'achat et de vente, les flux de trésorerie de et vers la banque, ainsi que le rapport financier.

4.2.3. Selon le résultat 3 : Des référentiels technico-économiques sont établis et capitalisés

a. Stages d'étudiants

Trois stages ont été réalisés :

Fanny Lorgeron, Etudiante Master IRC – Montpellier (France)

Période: Mai à mi-septembre 2010

Sujet: *“Concevoir des services pour réactiver l'action collective des agriculteurs dans la gestion de l'irrigation au Cambodge”*. L'étudiante a réalisé une étude sur 2 périmètres : Pram Kumpheak and Teuk Chha. Elle a travaillé sur la méthodologie du CSI pour améliorer la gestion opérationnelle et les règles de partage de l'eau pour ces deux périmètres. Elle a publié un rapport de mémoire en version anglaise et française qu'elle défendra devant le jury de l'IRC en janvier 2011

Marion Duffieu, Licenciée (Ba) en Commerce International, Ecole de Gestion de Reims (France) & University of Technology of Sydney (Australie)

Période: Mi-août 2010 à mi-janvier 2011

Sujet: *“Concevoir des outils et des procédures de gestion budgétaire pour le organisations paysannes »*.

L'étudiante a travaillé avec l'équipe du CSI pour les appuyer à concevoir les services suivants :

- Audit financier pour la CUP de Prey Nup
- Procédures et outils de gestion financière pour Sdao Kong (2 formations)
- Suivi du système de comptable sur Excel pour Sdao Kong et Stung Chinit (possibilité d'être utilisé par d'autres associations)
- Procédures financières internes pour le PUAC
- Outils Quickbook pour les rapports internes de la PUAC

La stagiaire a également donné une formation sur le logiciel Quickbook au personnel du CSI en charge du suivi budgétaire du CSI.

Elle a également visité des organisations paysannes collaborant avec le CEDAC et AVSF, mais aucun appui n'a pu être identifié pour le moment.

Un rapport plus détaillé du stage est disponible.

Tang Sophat, Etudiant Master IRC– Montpellier (France)

Période: mi-juillet à mi-novembre 2010

Sujet: *«Les systèmes de coordination entre les FWUC, les autorités locales et les services gouvernementaux et/ou les investisseurs privés pour appuyer la gestion des FWUC et aider à la résolution de conflit»*. Les cas d'études sont les périmètres de Kbal Po, Po Pi Daem, O Treng et Teuk Chha. Le travail de terrain a été réalisé mais le rapport ne sera disponible que l'année prochaine.

b. Visite d'échange entre les composantes du projet ASIrri

L'équipe d'ASIrri du Mali a visité le projet au Cambodge du 15 au 23 août.

Trois personnes du Cambodge Sophak (expert institutionnel), Piseth (expert technique) et Antoine Deligne (Coordinateur) ont visité le projet au Mali du 1^{er} au 9 novembre.

Voir les rapports sur ces visites dans les résultats de la composante 4.

4.2.4. Selon le résultat 4 : Des espaces nationaux d'appui à l'irrigation disposent d'argumentaires objectifs et de référentiels technico-économiques clairs pour des actions de plaidoyer

a. Réunion de coordination

Une première réunion de coordination a été organisée le 24 août à Kompong Thom. La réunion a été présidée par le directeur du PDOWRAM de Kompong Thom et suivie par le directeur du PDOWRAM de Kompong Cham, le personnel provincial du NCDD de Kompong Cham et Kompong Thom, des représentants de l'AFD et de JICA, les agents des districts concernés, le directeur du CEDAC ainsi que le comité de gestion du CSI (personnel GRET et CEDAC).

Ce comité de coordination fut une opportunité de présenter les progrès du projet et de revoir son orientation stratégique. Les présentations Powerpoint sont disponibles en anglais

b. Réseau des FWUC

La troisième réunion du réseau des FWUC a été organisée les 18 et 19 octobre à Phnom Penh. Deux représentants de 11 FWUC (voir la liste dans le rapport précédent) ont participé à cette réunion importante. Seul la FWUC de Teuk Chha n'a pu être présente. Durant ces deux jours, les représentants des FWUC ont développé une proposition de statuts et de règlement interne du réseau. Ils ont choisi un nouveau nom pour celui-ci : Farmer & Water Net (FWN).

Les nouveaux statuts sont supposés être discutés validés au sein des comités de chaque FWUC. Chaque FWUC doit décider si elle deviendra un membre à part entière du FWN et soumettra une demande d'adhésion. Après cette procédure, le FWN pourra organiser sa première assemblée générale afin d'adopter officiellement les statuts. Ensuite, l'élection du comité sera organisée avant de soumettre les statuts au Ministère de l'Intérieur pour une reconnaissance officielle en 2011.

4.3. Commentaires et analyses sur les activités de la composante 2 : Haïti

4.3.1. Activités selon le résultat 1 : Mise en place des centres de services

Dix-huit mois après la construction des locaux (bureaux, dépôts, salle de vente...) et à un an de la fin de l'action, la centrale de commercialisation (CAC), centre de service axé sur la collecte et la commercialisation des produits agricoles, n'a toujours pas de statuts et ses instances ne sont pas formellement constituées. Une équipe de sept personnes, sans compter l'encadrement CROSE, est actuellement rémunérée alors que le volume des contrats est insuffisant et le volume des produits commercialisés encore bien trop faible pour assurer un équilibre financier : à peine 10% du volume minimum requis pour atteindre le point d'équilibre du scénario bas selon la mission de lancement réalisée par l'IRAM mi 2009. Après le séisme du 12 janvier dernier, les hôtels, cibles principales, n'achètent aujourd'hui que de manière erratique. Les prix aux producteurs pratiqués par la CAC sont parfois inférieurs aux prix pratiqués par les commerçantes (Madam Sara).

Derrière ce tableau empreint d'inquiétude, et malgré des volumes commercialisés encore trop faibles, il est à noter la bonne utilisation de la plupart des outils de gestion, y compris le document informatique de gestion des achats/vente/perte. Les fiches d'achat, les fiches de vente, le livre dans lequel sont enregistrées toutes les transactions, et le document de gestion des stocks (afin de connaître l'état des stocks au jour le jour et de réduire les pertes) sont bien intégrés.

L'équipe semble bien maîtriser l'aspect présentation et valorisation de l'offre sur les présentoirs. Un travail en ce sens est réalisé quotidiennement par l'équipe de la centrale : les plus beaux fruits et légumes sont mis en avant, les caisses sont au besoin inclinées pour que le client puisse voir ce qu'il y a à l'intérieur, avec une bonne répartition des caisses pour donner une impression de grande variété. Les produits abîmés sont mis de côté. L'expérience récente des paniers de fruits et légumes (à destination des populations expatriées principalement) est une petite réussite puisque quatre nouveaux clients ont pu être identifiés.

En matière de communication, des plaquettes commerciales ont été élaborées (document utilisé lors des premières visites chez le client), des affiches ont été placées dans la zone de Jacmel pour informer la population de l'ouverture de la centrale et une enseigne a pu être placée sur la route principale.

Les principales difficultés rencontrées à ce jour :

- La Société Anonyme n'est toujours pas fondée et le Conseil d'administration n'est pas formellement mis en place.
- Les organisations de producteurs ne sont pas suffisamment impliquées dans le projet essentiellement promu par CROSE et dans une moindre mesure KIDES (entraînant des problèmes d'approvisionnement).
- Des volumes de vente encore très faibles. Le travail de développement commercial initié au mois de mars n'a pas suffi pour augmenter suffisamment les ventes à ce jour.
- L'absence de véhicule propre à la CAC a entraîné des difficultés d'approvisionnement et de livraison. Il a en effet été décidé en début du second semestre 2010 d'acheter un véhicule neuf cofinancé par deux projets ; cependant des complications douanières n'ont pas permis de disposer du véhicule avant la fin janvier 2011.
- Même si l'assortiment est plus large, le nombre de produits proposés est trop variable d'une semaine à l'autre. Certaines semaines, le choix est encore trop limité. Durant les

troubles électoraux (7 au 9 décembre 2010), l'approvisionnement n'a pas pu avoir lieu. De plus, le véhicule mis à disposition provisoirement est tombé en panne pendant plusieurs semaines.

- Certains produits indispensables manquent : malgré la demande de la part des restaurants pour certains fruits telles les oranges et les citrons, ces produits ne sont pas toujours proposés.
- La centrale peine à équilibrer la balance entre les achats effectués et les ventes. Du coup, elle n'arrive pas à supporter ses frais fixes (les salaires à eux seuls s'élèvent à environ 2000 euros par mois).
- Les changements induits par l'arrivée de nouveaux personnels dans l'équipe n'a pas été bien reçu. Des tensions entre les employés persistent et pénalisent l'activité commerciale.

4.3.2. Activités selon le résultat 2 : Renforcement des associations d'irrigants

Sur ce volet, les activités réalisées (et détaillées dans le tableau ci-dessous) sont pertinentes et contribuent au renforcement des organisations d'irrigants membres de KIDES.

Date	Activités	Résultats
10/07/2010	Formation sur la structuration et le fonctionnement des associations d'irrigants à FILA. Légalisation de FEUCALI au Ministère de l'Agriculture.	Constitution et élection du Comité. Assemblée Générale tenue
17/07/2010	Assemblée Générale de FILA. Élection d'un nouveau comité.	Nouveau comité constitué
20/07/2010	Séances de formation à CAJEUN : structuration et fonctionnement des associations d'irrigants, planification de réunions	Élaboration du budget annuel.
25/07/2010	Assemblée Générale de KIJ. Élection d'un nouveau comité	Nouveau comité constitué
Juillet-Aout 2010	Visite de terrain durant trois (3) semaines sur l'identification des usagers et les membres des comités de portes.	Identification des usagers par bloc Élection dans chaque comité de portes.
Aout 2010	Formation sur structuration et fonctionnement associatif à Anse à Pitre pour COSIA.	Assemblée comité réalisée. Enregistrement des planteurs. Inventaire des ouvrages. Plaidoyer réalisé auprès des autorités contre l'urbanisation des terres agricoles.
8-10 Septembre 2010	Assemblée des Planteurs à FEUCALI.	Motiver des usagers sur les changements d'horaires d'irrigations, le paiement des redevances. Élaboration du budget annuel. Structuration du bureau.
1/10/10	<i>Atelier FONHADI sur l'urbanisation des terres agricoles</i>	Compte rendu d'atelier produit et diffusé

15/12/2010 16/12/2010	Atelier de travail à CIC.	Amendements de statuts. Paiement de redevances. Avancée de la réflexion collective sur le danger représenté par l'urbanisation.
5/12/2010 6/12/2010	Visite de terrain de FEKIL et CIO	Identification des différents problèmes (drainage, réhabilitation, construction de canaux, réparation de prises) sur ces périmètres.
7/12/2010 8/12/2010	Visite de terrain à FEUCALI et CIC.	Identification des différents problèmes (drainage, réhabilitation, construction de canaux, réparation de prises) sur ces périmètres.
15/12/2010	Propositions d'ouverture d'un compte en banque pour la CIC (comité d'irrigation)	Enregistrement à la DGI réalisé Amendement des statuts réalisé.
18/12/2010	Enregistrement de FEUCALI à la DGI et à la mairie.	Ouverture de deux (2) comptes en banque ; en Gourdes et en USD. Légalisation de la police d'eau et de vannes sur une période de 6 mois.
30/12/2010	Arrestation d'un individu à OIMA qui détruisait certaines portes de canaux sur ces périmètres.	Arrestation, constat, jugement. Réhabilitation du canal par la famille de l'individu.
31/12/2010	Réunion à KIJ entre les membres des comités d'irrigations.	Structuration et fonctionnement des associations d'irrigants AG réalisée Résolution de conflits.

La Boutique d'intrants initialement prévue, n'a par contre pas encore pu être mise en place par KIDES du fait de l'existence de projets qui subventionnent ou donnent des intrants (principalement des semences et des engrais) dans le cadre des programmes d'urgence post-séisme. Par conséquent, le plan d'affaires de la boutique n'a pas pu être réalisé. Cependant, KIDES a initié un travail d'étude de marché pour connaître les boutiques d'intrant pré-existantes ou existantes localement, en vue de capitaliser sur leurs expériences et de développer des partenariats. Cinq boutiques associatives ont déjà été identifiées dans le département du Sud-Est. Il s'agit de ATEPAZ, MEB, FEDERATION MACARI et SEGUIN.

Cependant, il semble que les distributions de semences par l'Etat diminuent depuis novembre 2010. Avec cette baisse, de plus en plus de personnes cherchent des semences. L'Etat a pris contact avec KIDES pour l'achat de semences. Fin novembre 2010, KIDES a loué un local, sur ses propres fonds, pour la mise en place d'une boutique d'intrants, les préparatifs sont donc maintenant en cours en vue de la mise sur pied de la boutique

4.3.3. Activités selon le résultat 3 : référentiels technico-économiques

Les travaux d'étude ont été suspendus suite au départ du stagiaire.

Les visites d'assistance technique d'AVSF auprès des organisations d'irrigants membres de CUDES sur la thématique de la gestion sociale de l'eau et de gestion économique se sont poursuivies, malgré les changements du personnel technique. En effet l'assistant technique

d'AVSF vient d'être remplacé (après le séisme du 12 janvier 2010) et le personnel de la centrale a été remanié.

En octobre 2010, une journée de formation sur l'irrigation a eu lieu à Port au Prince, à l'intention des représentants des associations du secteur (CPH, FONHADI, AVSF, etc).

4.3.4. Activités selon le résultat 4 : argumentaire et relations avec les autres acteurs

Le 1^{er} octobre 2010, la FONHADI a organisé un colloque avec les partenaires du secteur de l'irrigation, sur l'urbanisation des terres agricoles. L'objectif du colloque était d'œuvrer au vote d'une loi sur le transfert de gestion des périmètres irrigués aux associations d'irrigants et d'initier les bases d'une plateforme nationale.

4.4. Commentaires et analyses sur les activités de la composante 3 : Mali

4.4.1. Principales activités conduites par domaine

a. Domaine hydraulique : entretien et gestion de l'eau

On donne en annexe quelques observations partielles en matière de gestion de l'eau et d'entretien.

Finalisation des diagnostics hydrauliques pour chaque OERT

De mai à octobre 2010 le CPS a réalisé des diagnostics hydrauliques participatifs pour chaque OERT adhérente au CPS (14 au total) :

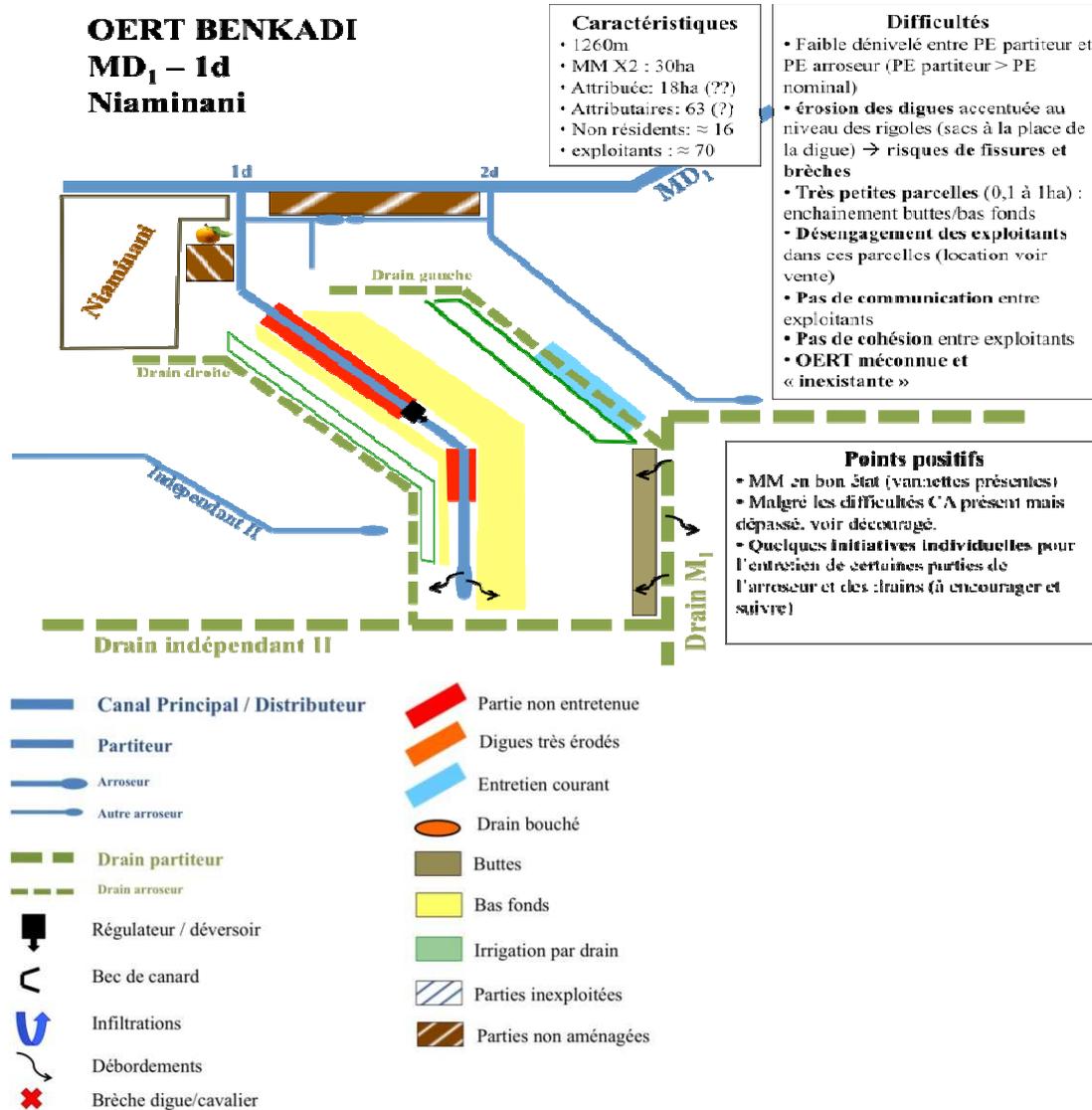
- Ces diagnostics ont servi de formation hydraulique pour les membres de l'OERT, mais aussi pour les conseillers et élus du CPS (renforcement de leurs propres capacités).
- Les diagnostics sont également (essentiellement ?) un temps de concertation entre les membres de l'OERT.
- Des cartes ont été élaborées pour chaque OERT : ces cartes servent d'outil de concertation en matière de gestion de l'eau et d'entretien, permettent la planification des entretiens et devraient permettre le suivi de l'état du réseau. Chaque carte est accompagnée d'un diagnostic rapide : gestion de l'eau, entretien, coupe transversale, identification de groupes d'intérêts, résumé des problèmes et identification des niveaux de maîtrise.
- Elaboration de plans d'actions : les diagnostics permettent d'élaborer le plan d'entretien courant et plan d'entretien périodique pour chaque OERT. Le plan d'entretien périodique permet l'identification de mini-réhabilitations pilotes pour les OERT de type 2 et 3.

Au total 14 sessions (1j/OERT) ont été organisées pour les diagnostics, puis le CPS a à nouveau passé 1/2j avec chaque OERT pour élaborer les plans d'actions.

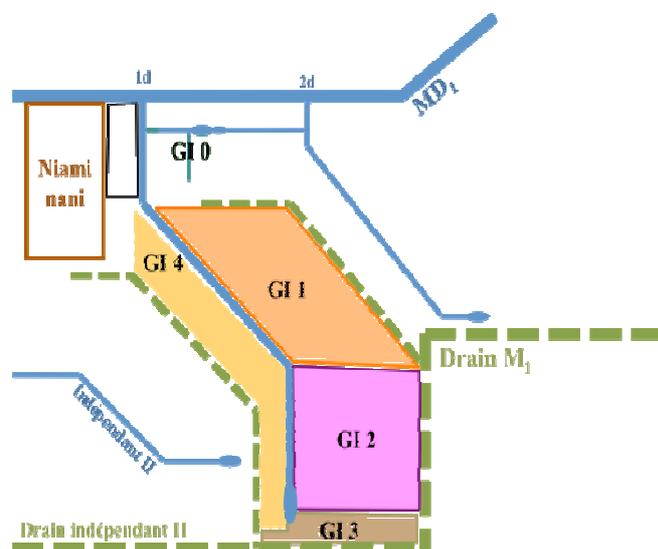
Un consultant extérieur de l'IER, deux stagiaires de l'IRC et le CPS (conseillers et élus) ont été mobilisés pour ces actions.

On donne ci-dessous des exemples de cartes simplifiées élaborées pour l'une des OERT :

Carte simplifiée du diagnostic hydraulique :



Carte simplifiée présentant les groupes d'intérêt vis-à-vis du drainage sur une OERT :



Préparation des mini-réhabilitations :

Sur la base des diagnostics hydrauliques des mini réhabilitations ont commencées à être identifiées. Elles seront cofinancées par le fonds d'investissement et les contributions des membres de l'OERT. Ces actions pilotes ne concerneront que les OERT « en démarrage » (type 2) et « en décollage » (type 3), mais pas les OERT « à l'arrêt » (type 1).

On donne en annexe la liste de travaux pré-identifiée.

Sensibilisation :

Au-delà des diagnostics pour chacune des OERT le CPS a poursuivi la sensibilisation et le suivi des entretiens.

b. Domaine agronomique

Suivi détaillé des pratiques agricoles de deux OERT. Ce suivi n'a cependant pas été complet (absence de données de rendement notamment) et ne permet donc pas d'en tirer des conclusions définitives.

L'exercice d'appui à la mise en place de calendrier agricole collectif semble avoir globalement échoué, la concertation ayant été trop faible. L'exercice n'a en réalité pas véritablement été compris.

Cf. en annexes quelques observations partielles issues du suivi agricole.

c. Domaine institutionnel

Le CPS a appuyé trois OERT à obtenir leur récépissé.

d. Domaine gestion administrative et financière

Le CPS a appuyé deux OERT pour l'ouverture de comptes bancaires.

Sensibilisation sur la nécessité du paiement d'une redevance hydraulique au niveau tertiaire. Plusieurs OERT ont commencé à mobiliser une « redevance III » soit en paddy soit en cash. Ces activités seront poursuivies au semestre suivant.

e. Global

Les diagnostics hydrauliques et agro socio économiques ont permis d'élaborer une typologie des OERT. Cette typologie s'inspire de la typologie déjà utilisée par la FCPS pour ces autres membres. Elle présente une double entrée :

- Classe des OERT essentiellement sur des facteurs hydraulique (aménagement réhabilité ou non essentiellement) ;
- Type des OERT qui traduit le niveau de développement de l'OERT.

Cette typologie est présentée dans le rapport de stage et dans le rapport de mission au Cambodge.

La typologie va permettre d'ajuster l'offre de services pour 2011 à chaque type d'OERT.

Ainsi mi-2010 4 OERT sont du type 1 « à l'arrêt », 9 sont du type 2 « en démarrage » et 1 est des type 3 « en décollage ».

f. Suivi évaluation

Un processus d'évaluation des services et d'évaluation des OERT a été mis en place : processus combinant des évaluations par les OERT, par le CPS/FCPS, par les partenaires extérieurs et par l'IRAM. Ce processus s'est déroulé de novembre 2010 à février 2011. Le processus s'est déroulé de la façon suivante :

- Elaboration des outils d'évaluation par le conseiller OERT et l'IRAM ;
- 2 sessions (1 par village) pour présenter les outils aux OERT (formation rapide aux outils) ;
- Une session d'auto-évaluation pour chaque OERT (sans accompagnement du CPS) ;
- Une session de restitution avec chacune des OERT par le CPS ;
- Une session d'évaluation par le CPS (évaluation comparée des OERT et évaluation des services) ;
- Rencontre des partenaires du projet (IER, Office du Niger, CRA-Ségou, Nyeat Conseil) par le conseiller OERT pour recueillir leurs points de vues sur les OERT et les services ;
- 5 OERT rencontrées par l'IRAM ;
- Une réunion avec le CA du CPS de Molodo ;
- Rencontre des partenaires par l'IRAM ;
- Un atelier CPS/OERT (avec l'Office du Niger) d'échange sur l'offre de service 2010 et 2011.

4.4.2. Principaux résultats et effets constatés et analyses

En 2010 des progrès très significatifs ont été réalisés, tant par les OERT que par les CPS.

Ces éléments sont développés dans le rapport de mission IRAM de février 2011.

a. Résultats et effets sur les OERT

Concrètement les services du CPS ont généré les résultats et effets suivants relatifs aux différents domaines des OERT :

- Dirigeants de l'OERT et membres de l'OERT : Une mobilisation accrue des membres des OERT (meilleure participation aux réunions et aux formations, meilleure participation aux entretiens, meilleure concertation des membres), une meilleure compréhension des objectifs et des fonctions des OERT (explication du contrat cadre notamment), une diminution des tensions.
- Entretien du réseau III : Les OERT ont réalisés plusieurs campagnes d'entretien des canaux arroseurs. L'entretien des drains à quant à lui été laissé de côté en général (sauf exceptions). Les connaissances techniques sont améliorées. Malheureusement la durabilité des effets des entretiens est faible : les canaux sont rapidement envahit à nouveau après les entretiens. Cela démontre d'une part la difficulté de procéder à des entretiens efficaces sur canaux humides / en eau (pas de possibilité de faire du brûlis) et d'autre part de la nécessité d'entretiens aux différents niveaux (I, II et III) pour être vraiment efficace.
- Gestion de l'eau au niveau du III : La gestion de l'eau est améliorée : « on n'attend plus 24h pour avoir de l'eau », « il y a moins de tension autour de la prise », « il y a moins de débordements ».
- Ressources internes : Plusieurs OERT ont commencé à collecter une redevance hydraulique au niveau du tertiaire. Le plus souvent cette redevance est en nature (paddy) mais certaines OERT ont également demandé une contribution en espèce des membres. A ce stade les montants collectés sont globalement inférieures à ce qui a été fixé par les OERT. Rappelons que les rendements 2010 étaient relativement mauvais : ce premier résultat de collecte de redevance est donc néanmoins très positif. Deux OERT ont ouvert un compte bancaire.

- **Relations extérieures :** Elles sont améliorées avec l'Office du Niger. On a aussi assisté à un début de concertation à l'échelle village (Molodo Bamanan).

Pourtant ces effets ne sont pas encore pérennes :

- Les membres des OERT soulignent « *nous sommes des agriculteurs, il faut participer plusieurs fois à la même formation pour que l'on retienne tout* » : il faudra donc répéter les mêmes formations.
- Certaines OERT qui avaient réalisés de très bons entretiens avant l'hivernage 2010 n'ont pas réussi à remobiliser leurs membres de façon aussi intense avant la contre saison 2011.

D'autre part ils ne sont pas généralisables à toutes les OERT : quatre sont toujours de type 1 « à l'arrêt ».

b. Résultats et effets sur le CPS et la FCPS

Le premier effet est certainement l'acquisition de nouvelles compétences en hydraulique et gestion sociale de l'eau pour le CPS.

La position du CPS est également améliorée. Rappelons que le CPS de Molodo avait initialement été sélectionné par la FCPS car il s'agit d'un des centres les moins performants (moindre taux de collecte des cotisations annuelles, davantage d'OP en difficultés), ceci étant essentiellement dû au contexte plus difficile de la zone de Molodo (pauvreté accrue par rapport aux autres zones). Il s'agissait aussi pour la FCPS de répartir les projets entre centres. Aujourd'hui « *le projet ASIrrri contribue au rayonnement du CPS et à sa publicité* ».

A ce stade, il n'est pas évident que ces nouveaux services augmentent la viabilité financière des CPS. En revanche ils contribueront certainement à renforcer leur ancrage local – comme c'est actuellement le cas pour le CPS de Molodo. La capitalisation du projet devra estimer plus précisément les coûts et les recettes des services aux OERT. On devra alors proposer une formule de calcul de la cotisation annuelle des OERT suivant son type et les services fournis pour tenter de se rapprocher du coût réel du service.

c. Sur les partenaires et les relations entre partenaires

On constate un début d'adhésion / de croyance des partenaires à l'idée des OERT. Bien que la mise en place des OERT soit une initiative de l'Office du Niger (contrat plan), tous ces agents n'étaient (ne sont ?) pas nécessairement convaincus de la pertinence du modèle. Comme l'indique un agent de l'Office, « *au début je ne croyais pas à l'idée des OERT, mais depuis les modules tests, j'y crois* ». La perception des OERT qu'ont les partenaires seraient donc en train de changer.

Depuis le démarrage du projet, les relations avec l'Office du Niger se sont sensiblement intensifiées et améliorées, tant au niveau local qu'institutionnel. Cependant la FCPS se doit de rester proactive et des progrès sont encore possibles.

4.5. Commentaires et analyses sur les activités de la composante 4 : Transversale

Le comité de pilotage avait décidé de remplacer l'atelier tri-pays initialement prévu à la moitié du projet par des échanges croisés entre les trois équipes du projet, ces visites des terrains permettant des échanges plus concrets. Etaient alors prévus trois visites : Une visite de l'équipe Mali au Cambodge, une visite de l'équipe Cambodge en Haïti et une visite de l'équipe Haïti au Mali. Etant donné les difficultés logistiques d'un voyage des cambodgiens en Haïti, seuls deux voyages ont finalement été organisés et impliquant les trois équipes.

En préparation de ces missions des grilles de comparaison ont été préparées : documents d'une vingtaine de pages présentant de façon simplifiée les contextes de chaque pays.

4.5.1. Echange croisé au Cambodge

La visite du centre de prestation de services CPS de Molodo (Président et Conseiller du CPS, accompagnés par l'IRAM) au Cambodge a constitué le premier échange croisé entre deux composantes du projet ASIrri. Cet échange s'est déroulé du 15 au 23 septembre 2010.

Un rapport a été diffusé suite à la mission. On présente ci-dessous le résumé exécutif.

L'analyse comparée des démarches, services et outils du CSI et CPS met en évidence :

- Des histoires / origines différentes des deux centres, mais des modalités et domaines d'intervention (compétences) qui se rejoignent aujourd'hui. Le CSI va capitaliser les compétences de son équipe en hydraulique et en accompagnement des irrigants au travers de nouvelles modalités d'intervention - la prestation de services ; alors que le CPS va valoriser ses modalités habituelles d'intervention- la prestation de services - dans un nouveau champ de compétences - l'hydraulique et l'accompagnement des irrigants.
- Dans les deux cas les centres de services répondent à des besoins plutôt qu'à des demandes explicites des associations d'irrigants. L'identification de ces besoins est participative et donne lieu à l'élaboration d'un contrat discuté avec les associations d'irrigants.
- Le principe de contractualisation est essentiel aux deux centres, mais les modalités de contractualisation sont différentes. La différence entre « client » pour le CSI et « membre » pour le CPS est importante, mais le rapport souligne d'autres différences (durée du contrat, nature de prestation, etc.).
- Les deux centres fournissent certains services relativement similaires notamment dans les domaines hydraulique (diagnostic hydraulique, mise en place d'outils cartographiques), organisationnel / institutionnel (appui à l'élaboration de règles et statuts) et de gestion financière (*outils de gestion de la redevance = service à venir dans les deux cas*). On trouve aussi certains services spécifiques à un centre ou à l'autre : par exemple l'alphabétisation ou des services agricoles dans le cas du CPS, des rénovations mineures dans le cas du CSI, ou bien la médiation sociale qui est une activité essentielle du CPS.
- Les deux centres ont développé certains outils similaires : Des outils cartographiques servant d'outils de diagnostic, de concertation et d'aide à la décision / de planification. Ils ont aussi élaboré des typologies des organisations d'irrigants afin de mieux appréhender leur diversité.

L'analyse comparée des contextes met en évidence :

- Un rythme plus rapide de processus de changements institutionnels au Cambodge par rapport au Mali. Des facteurs externes de contextes et internes (CPS Vs CSI) sont avancés pour expliquer cette différence. On souligne notamment l'importance du temps de médiation sociale nécessaire dans le cas de la zone Office du Niger et qui rallonge d'autant les processus de changements institutionnels.
- Le panorama institutionnel des organisations paysannes OP semble beaucoup plus complexe et dense au Mali, alors qu'on trouve finalement peu d'OP au Cambodge. Les fondements de l'action collective semblent différents : l'analyse comparée fait ressortir le poids important des facteurs sociaux dans le cas du Mali. Les rapports à l'autorité sont également différents. Ces éléments influent sur le développement des organisations d'irrigants et sur les démarches de renforcement de ces organisations.

- Les processus de transfert de gestion – terminologie partiellement impropre – sont également significativement différents. Cela se traduit par des enjeux différents pour le CPS et pour le CSI.
- Les aspects fonciers sont également fondamentalement différents : propriété individuelle au Cambodge Vs attribution sujette au paiement de la redevance au Mali. La question foncière se répercute sur la composition des organisations d'irrigants.

Enfin le rapport propose quelques leçons opérationnelles pour le CPS :

- Le CPS ne peut plus se limiter d'intervenir aux niveaux des OERT mais doit intervenir aux niveaux supérieurs également.
- Le CPS doit aller au-delà des formations et réfléchir à la posture du conseiller.
- Deux axes de réflexion sont identifiés pour permettre l'introduction de redevance hydraulique au niveau des OERT.

4.5.2. Echange croisé au Mali

La visite conjointe des équipes cambodgienne et haïtienne au Mali du 1^{er} au 9 novembre 2010 a permis de prendre connaissance de la zone office du Niger, de découvrir le travail des Centres de Prestation de Service et de rencontrer les interlocuteurs clés avec lesquels ils travaillent. De côté Cambodgien, étaient présents les experts institutionnels et techniques du CSI, MM. Seng Sophak et Long Piseth, le premier appartenant au CEDAC partenaire du GRET sur ce projet. Ils étaient accompagnés du Coordinateur local du projet ASIrri, Antoine Deligne, rédacteur de ce rapport et qui assurait également la traduction du français vers l'anglais. Du côté haïtien, étaient présent M. Eno de la FOHNADI, M. Ebel de CUDES et M. Faustin d'AVSF.

Chaque équipe a rédigé un rapport de mission et le rapport final est actuellement en cours de compilation.

5. Suivi des activités et résultats selon le cadre logique

Attention il s'agit des résultats depuis le démarrage du projet (résultats cumulés) et non seulement des résultats sur la période (à la différence du tableau activités de la section 4).

	Logique d'intervention	Indicateurs	Résultats cumulés au 31/12/2010
R 1	Des centres de prestation de services aux irrigants sont mis en place au Cambodge et en Haïti et les centres de prestation de services existants au Mali sont renforcés.	<ul style="list-style-type: none"> - Les CPS sont mis en place - Les équipes des CPS sont renforcées - Les moyens de fonctionnement des CPS sont assurés 	<p>Les trois centres de services (CPS au Mali, CSI au Cambodge et CAC en Haïti) sont en place et ont effectivement démarré leurs activités.</p> <p><u>Mali</u> : L'offre de services standard de démarrage du CPS pour les OERT a été mise en œuvre en 2009-2010 et a été évaluée (par les OERT, le CPS et les partenaires). Des offres de services différenciées suivant le type d'OERT seront mise en œuvre en 2011.</p>
A 1.1	Investissements des CPS	- Achat et mise à disposition du matériel nécessaire à chaque CPS	<p><u>Cambodge</u> : Equipements achetés (ordinateurs, GPS...) sur financement FISONG et équipements complémentaires sur d'autres financements (FA-EU, Excom Mundokiri JICA).</p> <p><u>Haïti</u> : Finalisation de la centrale d'achat et de commercialisation et équipement de la centrale.</p> <p><u>Mali</u> : Équipements (ordinateur fixe et portable, photocopieur, moto) en place au CPS de Molodo.</p>
A 1.2	Fonctionnement des CPS	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement du personnel nécessaire - Couverture de certains frais de fonctionnement 	<p><u>Cambodge</u> :</p> <p>Le CSI a démarré (équipe et équipement en place). Outils de communication élaborés. Méthodologie et plan stratégique élaboré. Modèle institutionnel en discussion.</p> <p><u>Haïti</u> : La CAC a effectivement démarré en mars 2010 (suite au séisme) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Résultats d'ordre institutionnel : Un plan d'actions en termes institutionnel, administratif et marketing a été élaboré fixant les priorités de la CAC. Le Conseil d'Administration est en préparation, mais non encore constitué. Des rencontres régulières sont organisées avec les organisations de producteurs pour préciser la gouvernance, le fonctionnement de la centrale et pour les mobiliser. - Résultats d'ordre organisationnel : Le personnel de la centrale de commercialisation a été formé et a mis en place des outils de gestion et de suivi de l'activité commerciale. Ces outils sont bien appropriés. <p>Résultat d'ordre technique : Premiers achats et ventes auprès de privés, en particuliers des restaurants de la ville de Jacmel. L'offre s'améliore en qualité : amélioration de l'assortiment (même s'il n'est pas encore suffisant), travail sur la présentation / valorisation de l'offre sur les présentoirs, développement commercial (grâce aux visites d'hôtel-restaurants de la zone de Jacmel), lancement d'une offre de panier de fruits et légumes, opérations de communication (plaquette commerciale, affiches pour annoncer l'ouverture de la CAC, conception d'une enseigne en cours). Pour le support technique CROSE a mis à disposition une ressource humaine spécialisée dans la gestion commerciale. Les volumes de vente restent cependant largement insuffisants au 31/12/2010 pour assurer la pérennité du centre.</p>

	Logique d'intervention	Indicateurs	Résultats cumulés au 31/12/2010
A 1.2	Fonctionnement des CPS (suite)		<p><u>Mali :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Equipe salariée en place : un conseiller OERT à temps plein (mais la démission du premier conseiller après moins d'un an d'activités impose un nouveau recrutement début 2010), mobilisation des autres conseillers (juridique, gestion, alphabétisation) au besoin. - Forte mobilisation des élus du CPS pour des actions de sensibilisation et de médiation surtout : leur participation est essentielle (forte reconnaissance) et c'est une caractéristique importante de la démarche du CPS. - Une offre de service pilote et standard élaborée par la FCPS pour les OERT. Les services 2010 ont été évalués. Une nouvelle offre de services a donc été élaborée début 2011 : services dorénavant différenciés suivant le type d'OERT. - Une démarche et des outils (cartographie, typologie) ont été élaborés, testés et commencent à être capitalisés. - 14 OERT nouveaux membres du CPS ont payé leur adhésion (5.000 FCFA, soit 7 euros) et paieront leurs cotisations annuelles (25.000 FCFA, soit 40 euros) (12 ont adhéré en 2009 et 2 en 2010). Nb : Le CPS a limité volontairement le nombre d'adhérents pour cette action pilote ; le nombre pourrait augmenter en 2011. - Les cotisations des OERT n'ont pas encore été payées, mais des dispositions pratiques ont été prises par le CPS de Molodo pour son paiement intégral. - Relativement bonne insertion du projet grâce aux contacts réguliers entre le CPS et les autres acteurs, principalement l'Office du Niger (surtout au niveau de la Direction de zone) : ON participe aux sessions de planification trimestrielle et à certaines activités (formations, visites de terrain, rencontre des missions).

	Logique d'intervention	Indicateurs	Résultats cumulés au 31/12/2010
A 1.3	Missions d'appui technique (Nord et Sud) aux CPS et suivi	<ul style="list-style-type: none"> - Des missions d'appui à la mise en place des centres sont effectuées par les acteurs Nord et Sud - Le suivi permanent des activités est assuré 	<p><u>Cambodge</u> : Une mission d'appui du GRET 10/09 (cf. rapport). Une mission du CER. Une mission d'appui CEDAC sur le diagnostic agricole de trois périmètres irrigués.</p> <p><u>Haïti</u> : Une mission d'appui IRAM en Haïti 05/09 (cf. rapport). Suite à cette mission, Des visites de la coordination AVSF et de l'assistant technique AVSF « commercialisation » ont permis de systématiser les premiers résultats et d'améliorer les outils de suivi de l'activité de la centrale notamment à travers la mise en place d'outils de gestion appropriés par la directrice de la centrale. Formulation de recommandations techniques par le chargé de programme « OP et marchés » (AVSF France), notifiées notamment au coordonateur de CROSE., lors d'une mission réalisée en décembre 2010.</p> <p><u>Mali</u> : Missions de suivi, d'appui méthodologique et programmatique IRAM (cf. rapports de missions) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mission de démarrage : diagnostic rapide et proposition de démarche d'extension des services de la FCPS aux OERT (mars 2009) ; - Mission d'appui à l'élaboration de l'offre de services de la FCPS aux OERT (octobre 2010) ; - Mission d'évaluation des premiers services rendus par la FCPS aux OERT (février 2010) ; - Mission de suivi et d'appui programmatique (juin 2010) ; - En marge de l'échange transversale au Mali, 2j de mission d'appui au CPS pour élaborer la démarche et les outils d'évaluation (novembre 2010). <p>Stages étudiants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un stage étudiant de l'IRC de diagnostic général (gestion de l'eau sur la zone de Molodo et identification de l'opportunité de services pour le CPS) en 2008 (Cf rapport rapport de stage). - Un stage étudiant de l'IRC sur le diagnostic des 14 OERT et l'élaboration d'outils de services pour le CPS en 2010 (Cf. rapport de stage).
A 1.4	Formation / atelier	<ul style="list-style-type: none"> - Des formations sont réalisées 	<p><u>Cambodge</u> : Suivi de la comptabilité du CSI. Formation au SIG par le CDRI. Diagnostic technique de périmètre par JICA. Visite du projet pilote à Pursat</p> <p><u>Haïti</u> : Formation de l'équipe à l'utilisation des différents outils de gestion mis en place. Tous les outils sont bien appropriés par les membres de l'équipe. Sensibilisation de l'équipe aux méthodes de présentation et de « mise en avant » des produits.</p> <p><u>Mali</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Début d'acquisition de nouvelles compétences par les élus et conseillers du CPS en gestion de l'eau / fonctionnement des arroseurs, entretien des réseaux, calendrier agricole collectif. Compétences acquises grâce aux formations par le consultant IER et par l'accompagnement réalisé auprès des OERT (cf. section suivante). - Certaines formations conduites, mais finalement jugées non pertinentes à ce stade (outil CalCul). - Début de capitalisation de la démarche d'appui aux OERT et des outils.
A 1.5	Echanges croisés	<ul style="list-style-type: none"> - Les démarches de diagnostic et de mise en place sont valorisées - Les échanges sur les CPS entre les 3 pays sont effectifs 	<p><u>Tri-Pays</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un stage avait été organisé par l'IRAM pour permettre l'accueil d'un étudiant cambodgien (intervenant également sur la composante Cambodge du projet) auprès de la FCPS pendant 6 mois. Cela devait permettre une connaissance du modèle mis en place par la FCPS. Malheureusement ce stage a été écourté pour raison sanitaire. Un seul (français) des deux stagiaires est donc resté pour finaliser le travail. - Echange croisé du CPS de Molodo au Cambodge (Cf rapport de mission) en septembre 2010. - Echange croisé des équipe Haïti et Cambodge au Mali (Cf rapport de mission) en novembre 2010.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Résultats au 31/12/2010
R 2	Les organisations d'irrigants existantes ou en cours de structuration sur les sites choisis sont consolidées au niveau institutionnel et de leurs capacités, et reconnues localement et au niveau national.	<ul style="list-style-type: none"> Les capacités institutionnelles des organisations d'irrigants sont renforcées Les capacités de gestion des organisations d'irrigants sont renforcées Les fonds d'appui aux organisations sont utilisés à bon escient Des échanges d'expériences sont menés 	<p><u>Haïti</u> : Les associations d'irrigants membres de CUDES échangent sur leurs expériences de gestion de l'eau et chaque association a mis en place un système de recouvrement de la redevance. Les associations ont continuées leurs formations (cf. tableau partie 4.3.2).</p> <p><u>Mali</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alors qu'initialement les 14 OERT étaient à l'arrêt / inactives, on assiste à un début d'activation et de différenciation des OERT (différenciation montrée au travers d'une typologie) : 4 sont restées à l'arrêt (type 1), 9 sont en démarrage (type 2) et une est en décollage (type 3). - Premiers effets sur les OERT : Début de mobilisation des irrigants sur les questions d'entretien (nombreux entretiens réalisés par les OERT), amélioration de la gestion de l'eau (eau plus disponible, moins de tensions autour de la gestion), meilleure compréhension des statuts et règlements intérieurs (relecture, traduction), début de sensibilisation sur le calendrier agricole collectif, début de collecte d'une redevance III. - Les OERT non-membres commencent à s'intéresser au processus (effet tâche d'huile) et à Molodo les OERT ont commencé à se s'organiser au niveau supérieur de façon informelle. - Suite aux modules tests ASIrri et PADON des agents déclarent « commencer à croire au modèle des OERT ». - Les collaborations entre acteurs (Office du Niger, FCPS, CRA-Ségou, Nyeta Conseil, IER) autour de la gestion de l'eau et de l'entretien s'intensifient.
A 2.1	Fonds d'investissement aux irrigants	Lorsque prévu, des fonds d'appui aux organisations d'irrigants sont mis en place	<p><u>Cambodge</u> : Construction de quatre infrastructures sur le périmètre de Pram Kumpheak.</p> <p><u>Haïti</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centrale d'achat et de commercialisation : Fonds d'investissement utilisé pour installer la centrale (équipement de la centrale – bureaux, caisses pour la production -, accès à internet, salaire du personnel de la centrale, frais de marketing). Jusqu'au 31/12/2010, le principal problème matériel rencontré résidait dans l'absence de véhicule dédié à la centrale (celui est disponible depuis le 25 janvier 2011). - La boutique d'intrants agricoles n'a pas encore pu démarrer mais est en préparation (identification des opportunités commerciales et des expériences similaires dans la zone en cours). <p><u>Mali</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chacune des 14 OERT a reçu 2 kits d'entretien (brouettes, faucilles, coupe coupes, houes, pelles, râtaux). Ces kits restent propriété du CPS (contrats signés entre les OERT et le CPS). Nb : La remise des kits n'a volontairement pas eu lieu au démarrage des activités : le préalable est l'activation des OERT. - Le fonds d'investissement va prochainement être utilisé pour financer des mini-réhabilitations pilotes pour les OERT de type 2 et 3. Les diagnostics hydrauliques ont permis d'élaborer les plan d'entretiens courants et périodiques et d'identifier les investissements à co-financer par ASIrri et les OERT.
A 2.2	Missions d'appui technique (Nord et Sud) aux irrigants et suivi.	<ul style="list-style-type: none"> Des missions d'appui aux organisations d'irrigants sont réalisées Le suivi permanent du renforcement des organisations d'irrigants est effectué 	<p><u>Cambodge</u> : Une mission d'appui du GRET 10/09(cf. rapport). Une mission d'appui du CER.</p> <p><u>Haïti</u> : Une mission d'appui IRAM en Haïti 05/09(cf. rapport). Suivi régulier des recommandations de la mission par l'équipe AVSF en Haïti. En décembre 2010, une rencontre a eu lieu avec les représentants des associations et une délégation d'AVSF composée du coordonnateur technique, du responsable filière, et du chargé de programme OP et marchés venu de France</p> <p><u>Mali</u> : Missions IRAM au Mali : démarrage 03/2009, élaboration offre de services 10/2009, évaluation des premiers services 02/2010, suivi et encadrement des stagiaires 06/2010, élaboration des outils d'évaluation et suivi évaluation 11/2011 (cf. rapports) ;</p>

	Logique d'intervention	Indicateurs	Résultats au 31/12/2010
A 2.3	Services aux organisations d'irrigants par les CPS	<ul style="list-style-type: none"> - Les formations des associations d'irrigants répondant à leur demande sont assurées par les CPS - Des outils de suivi et de contrôle sont mis en place - Des voyages d'échange sont organisé 	<p><u>Cambodge</u> : 3 diagnostics détaillés d'aménagements réalisés (5 Kompeah, Teuk Chha, Stung Chinit South). 8 contrats de services signés à ce jour (Prey Nup, 5 Kompheak (2), Stung Chinit North, Stung Chinit East, Teuk Chha (2), Machu Nga)</p> <p><u>Haïti</u> : Les formations continuent d'être organisées sur les thèmes suivants : budget et redevance, compte rendu et archivage, gestion du réseau ... (chaque formation = 30 personnes formées sur deux jours).</p> <p>Des assemblées générales ont eu lieu au niveau de deux associations d'irrigants. Des nouveaux comités exécutifs sont en place</p> <p>Des associations ont défini un budget annuel et des statuts sont disponibles. La structuration et le fonctionnement des associations sont en cours. Certaines OI (5 sur 12 que compte KIDES) sont enregistrées au niveau des instances de l'Etat Haïtien (DGI et MARNDR) et ont ouvert un compte bancaire.</p> <p><u>Mali</u> : 12 contrats de prestation signés en 2009 et 2 en 2010 (14 au total).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formations réalisées pour les OERT : <ul style="list-style-type: none"> - Formations / sensibilisation techniques d'entretien : 2 sessions (1 session/village), 60 participants issus de 12 OERT, novembre 2009 : présentation des techniques d'entretiens, présentation d'outils de diagnostic de base des réseaux. Formation très appréciée. - Formation alpha : 1 session de 4 mois (2009-2010) pour les OERT du village de Molodo, 23 participants issus de OERT ; - Formation / sensibilisation calendrier culturel : 2 sessions (1 session/village), 36 participants issus de 12 OERT, décembre 2009 : sensibilisation à la mise en place d'un calendrier culturel collectif à l'échelle de l'arroiseur (pour réduire la durée de mise en eau, dégager du temps pour l'entretien, faciliter la gestion de l'eau entre les parcelles) ; - Formation calendrier culturel collectif : 14 sessions (1 session/OERT), 108 participants, ma 2010 : rappel de l'intérêt d'un calendrier collectif (vidéo), identification des contraintes propres à chaque arroseur, élaboration d'une carte (avec parcellaire) de chaque arroseur ; - Formation sur le fonctionnement du tertiaire (gestion de l'eau) : 1 session suivie par des représentants des 14 OERT, des conseillers et élus du CPS, ma 2010 : fonctionnement des prises (tout ou rien ou modules à masque), gestion de l'eau au niveau de l'arroiseur ; - Formation en gestion administrative et financière : 25 participants (Présidents, Secrétaires, Trésoriers des bureaux des OERT). - Remise de kits d'entretien pour chaque OERT. - Accompagnement des OERT : suivi des travaux d'entretien (enregistrement des taux de réalisation et des temps de travaux), médiation sociale, sensibilisation (par les élus), appui à l'ouverture des comptes bancaires, appui à l'obtention des récépissés, appui à la révision des statuts et règlements intérieur... - Action pilote d'élaboration d'un calendrier agricole collectif pour deux OERT : appui à la concertation, à l'organisation de la campagne et à l'élaboration d'un calendrier collectif. Activité a partiellement échoué. - Diagnostic hydraulique des OERT : 1 session par OERT (1 j/OERT) organisée avec l'IER : Identification participative des caractéristiques techniques et de gestion de chaque maille hydraulique (cf. rapports de diagnostics), élaboration des cartes, élaboration des plan d'action d'entretien (1/2j par OERT) - Diagnostic agro socio économique pour chaque OERT : liste des attributaires, surfaces, statut résident / non résident, statut foncier, statut équipement. - Mise à disposition d'outils d'évaluation pour les OERT : « Mogoni » = évaluation des OERT, « EvalServices » = évaluation des services.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Résultats au 31/12/2010
A 2.4	Echanges croisés	- Des échanges sur les questions spécifiques aux organisations d'irrigants sont menés	<p><u>Tri-pays :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Echanges de vidéos entre Mali et Haïti. - Visite du CPS de Molodo au Cambodge en septembre 2010. - Visite des équipes haïtiennes et cambodgiennes au Mali en novembre 2010. <p><u>Mali :</u> Il n'y a pas pour le moment d'échanges formels organisés, mais des OERT non adhérentes au CPS commencent à s'inspirer des initiatives des OERT adhérentes : un début d'effet tâche d'huile apparaît chez certaines OERT voisines. Elles sont parfois invitées à certaines réunions. Un début d'organisation informelle supra-OERT est en train d'émerger (sous l'impulsion des OERT en répliquant des pratiques sociales déjà existantes).</p>

	Logique d'intervention	Indicateurs	Résultats au 31/12/2010
R 3	Des référentiels technico-économiques sur (a) les formes de maîtrise de l'eau les plus adaptées, en comparant différents types d'infrastructures et d'organisation des irrigants et (b) les stratégies d'accompagnement (centre de prestation de services par exemple) et de développement des zones irriguées, sont établis et capitalisés.	<p>Des référentiels technico-économiques sont élaborés</p> <p>Des documents de capitalisation des expériences par pays et du projet sont rédigés sur les thèmes de la maîtrise de l'eau, de l'accompagnement des organisations d'irrigants et de leur renforcement de capacités</p> <p>Des échanges sur les différentes expériences au sein d'un même pays et sur les 3 pays sont favorisés</p> <p>Des outils et des démarches méthodologiques sont élaborés</p>	<p><u>Mali</u> : Début de capitalisation de la démarche d'appui aux OERT et des outils de services aux OERT.</p> <p><u>Tri-pays</u> : Deux échanges croisés réalisés.</p>
A 3.1	Stages étudiants	des stages d'étudiants sont effectués sur des thématiques répondant aux objectif	<p><u>Cambodge</u> : 3 stages réalisés en 2010 sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Démarches du CSI ; - Services financiers aux organisations d'irrigants ; - Démarches de concertation entre les acteurs. <p><u>Haïti</u> : Les travaux du stagiaire, relatifs à la capitalisation sur le transfert de gestion ont commencé depuis novembre 2009 (Inventaire et diagnostics des systèmes irrigués, évolution des politiques relatives à l'irrigation depuis les trente dernières années, évolution du cadre légal, et des acteurs de l'irrigation en Haïti (associations d'irrigants, fédération des irrigants, élus, DDA, MARNDR, opérateurs ...). Ces travaux ont pris ensuite du retard suite au séisme, une première version est disponible (cf. Annexe), mais le départ du stagiaire a obligé à mettre fin à cette activité.</p> <p><u>Mali</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un stage effectué en 2008 (sur financement ASIrr mais avant signature projet) comportant un diagnostic des OERT et de la FCPS (Cf. rapport) (deux, puis un seul stagiaire de l'IRC en spécialisation GSE). - Un stage effectué en 2010 pour l'élaboration d'une typologie précise des OERT et l'analyse de plusieurs thèmes (résidents / non-résidents, place des femmes dans les OERT...) (2 stagiaires de l'IRC en spécialisation GSE).
A 3.2	Missions d'évaluations technico-économiques et suivi	Des missions de traitement et d'analyse des données technico-économiques sont réalisées	Pas d'activités
A 3.3	Ateliers par pays (annuel)	Des ateliers intra pays sur des thèmes spécifiques sont organisés et réunissent les organisations d'irrigants, les CPS et d'autres acteurs annuellement	<p><u>Cambodge</u> : Un atelier pays organisé en mars 2010 à Phnom Penh : « Support et FWUC : Review of experiences and strategies » avec la participation des principaux acteurs institutionnels et privés dans le domaine de l'irrigation.</p> <p><u>Haïti</u> : Un colloque sur l'urbanisation des terres agricoles et le mitage des zones irriguées a eu lieu le 1^{er} octobre 2010 (cf. compte rendu en annexe). Ce colloque faisait suite à la production du film documentaire « Champ de béton.</p> <p><u>Mali</u> : Le premier comité de suivi du projet est organisé en février 2010 (fin de l'année 1) et permet d'exposer la démarche aux différentes parties prenantes : Office du Niger (Directions techniques, direction générale et délégué général), Chambre d'Agriculture, syndicats agricoles, OERT, FCPS et IRAM (AFD excusée).</p>

	Logique d'intervention	Indicateurs	Résultats au 31/12/2010
A 3.4	Atelier tri pays	- En fin de première année, un atelier réunissant les acteurs des trois pays est organisé pour favoriser les échanges	Suite à la décision du comité de pilotage l'atelier tri-pays a été converti en des échanges croisés entre les équipes du projets : 2 échanges ont été réalisés au Cambodge (septembre 2010) et au Mali (novembre 2010).
A 3.5	Atelier final	- En fin de 3 ^e année, un atelier final réunit les acteurs des trois pays pour capitaliser les expériences	Pas d'activités.
A 3.6	Publications par pays et publication globale	- Des documents de capitalisation des expériences, du projet, de démarches méthodologiques seront rédigés	<u>Cambodge</u> : Deux documents en cours d'écriture. <u>Mali</u> : - Chaque mission IRAM donne lieu à un rapport de mission. - Deux rapports de stage (2008 et 2010)

	Logique d'intervention	Indicateurs	Résultats au 31/12/10
R4	Des espaces nationaux d'appui à l'irrigation et/ou des coordinations nationales d'organisations d'irrigants disposent d'argumentaires objectifs et de référentiels technico-économiques clairs pour des actions de plaidoyer en faveur du soutien technique et financier à l'agriculture irriguée de la part de leurs Etats et des bailleurs publics et privés.	<ul style="list-style-type: none"> - Des espaces d'échanges au sein des pays sont créés ou consolidés pour faciliter les discussions relatives aux problématiques de l'agriculture irriguée - Des notes de plaidoyer et des argumentaires sont disponibles pour que les organisations d'irrigants puissent défendre leurs positions - Les organisations d'irrigants disposent d'un discours clair et objectif, alimenté de références technico-économiques, pour faire valoir l'intérêt de l'agriculture irriguée 	Les partenaires institutionnels dans chacun des pays sont effectivement informés des activités du projet <u>Mali</u> : Premier comité de suivi du projet en février 2010.
A4.1	Echanges avec les plates-formes nationales ou régionales de la CIID et des OP	Des séances de travail ou des ateliers réunissant les organisations d'irrigants, les CPS, la CIID et les OP sont organisés	<u>Cambodge</u> : Création d'un réseau de FWUC pour améliorer les échanges entre associations et renforcer leur capacité de discussion institutionnelle. 12 FWUC participent aux discussions actuellement. <u>Haïti</u> : Rencontres régulières des membres de la FONHADI pour commenter la politique du MARNDR en matière d'irrigation, pour définir le plan d'action sur l'année 2010, pour planifier les thèmes des ateliers, pour définir le fonctionnement de la fondation Participation de membres de la FONDATION à des ateliers nationaux sur l'irrigation <u>Mali</u> : Pas d'échanges formels avec l'AMID à ce stade, mais les parties prenantes sont informées via le comité de suivi et des réunions régulières avec l'Office du Niger).
A4.2	Appui à la concertation au niveau de chacun des pays (irrigants, Etats, opérateurs)	Des séances de travail ou des ateliers réunissant les organisations d'irrigants, les CPS, l'Etat et les opérateurs, les bailleurs, ... sont organisés	<u>Mali</u> : Réunion trimestrielle de planification avec l'Office du Niger. 1 réunion du comité annuel de suivi. <u>Cambodge</u> : Echanges avec les institutions nationales <u>Haïti</u> : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une rencontre a été organisée au 1^{er} semestre 2010 dans le département du Sud Est, commune de Peredo, avec les élus locaux pour débattre du problème d'urbanisation des terres irriguées. ▪ Un colloque sur l'urbanisation des terres agricoles a été réalisé en octobre 2010.
A4.3	Rédaction de position papers pour lancer des actions de plaidoyer : par les OI (et leurs CPS) et par IRAM/GRET/AVSF	Des notes de plaidoyer sont rédigées sur des thèmes précis	<u>Haïti</u> : Un film « <i>Champs de béton</i> » produit sur le mitage des zones irriguées par l'urbanisation. En 2010

	Logique d'intervention	Indicateurs	Résultats au 30/06/2010
R5	Le projet est géré, suivi et évalué	<ul style="list-style-type: none"> - Les comités de pilotage suivent les activités des composantes et le déroulement du projet - Les comptes du projet sont certifiés - Un bilan des activités est dressé, des recommandations et des propositions émises 	Deux comités de pilotages tenus (France), comités yas également tenus, 3 réunions techniques organisées. 4 rapports semestriels d'activités et financiers remis.
A5.1	Comité de pilotage	<ul style="list-style-type: none"> - Les comités de pilotage sont organisés annuellement dans les 3 pays et transversalement 	<p>1^{er} comité de pilotage tenu le 03/03/09 (Cf. CR) 1^{er} réunion technique le 03/03/09 (Cf. CR). 2nd réunion technique le 02/09/09 (Cf. CR) 2^{ème} comité de pilotage tenu le 23/02/2010 (Cf. CR) 3^{ème} réunion technique le 25/05/2010 (Cf. CR)</p> <p><u>Cambodge</u> : Comité de pilotage au niveau national refusé par le ministère, organisation prochaine d'une comité de pilotage au niveau provincial. <u>Haïti</u> : 1^{er} et 2d comités pilotage tenus. <u>Mali</u> : Comité de suivi local mis en place et fonctionnel (réunions trimestrielles de planification tenues), comité national décidé</p>
A5.2	Evaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Une évaluation est organisée en fin de projet et dresse le bilan des interventions 	<p>NB : le comité de pilotage du projet a décidé d'utilisé 50% du budget d'évaluation pour une évaluation externe et 50% pour une capitalisation / évaluation interne. <u>Mali</u> : Evaluation interne de l'offre de service 2009-2010.</p>
A5.3	Audit	<ul style="list-style-type: none"> - Un audit annuel est réalisé et permet de certifier les comptes du projet et des composantes 	Pas d'activité à ce jour : audit prévu en mars 2011.

6. Perspectives pour les 6 prochains mois

6.1. Composante 1 : Cambodge

Résultat 1:

- Revoir le modèle économique du CSI en fonction des dépenses réelles et des opportunités de services déjà développés
- Définir le modèle de gouvernance du CSI
- Enregistrer le CSI sous le statut d'une ONG locale
- Rechercher des financements
- Organiser une mission d'appui du CEDAC
- Organiser une mission d'appui du GRET – Paris

Résultat 2:

- Pram Kumpeak: finaliser le contrat n°2 et démarrer le contrat n°3
- Teuk Chha: finaliser la mise en œuvre du contrat, réaliser l'entretien du canal
- Stung Chinit East: finaliser la conception du canal et la procédure de compensation des terres, mettre en œuvre la construction du canal
- Stung Chinit North: réaliser le contrat n°2, négocier le subside 2011-12 avec le MOWRAM et les communes
- Sdao Kong: suivi budgétaire, préparer le plan d'entretien et mettre en œuvre l'entretien
- Développer les procédures d'évaluation
- Clarifier les procédures pour mobiliser le CDF de la commune pour les services du CSI

Résultat 3:

Préparer un second atelier

Résultat4:

Organiser une réunion et une visite-échange pour les membres du réseau des FWUC, enregistrer les membres, finaliser et valider les statuts du FWN

Résultat 5:

Organiser 2 réunions du comité de gestion

6.2. Composante 2 : Haïti

Une évaluation rapide de la CAC avec KROS, KIDES et l'équipe de la CAC doit être faite au cours du 1^{er} trimestre 2011, pour faire un bilan de la situation avec des données précises, identifier tous les problèmes rencontrés et prendre des décisions rapides et nécessaires de réorientation stratégique et opérationnelle (diminution éventuelle du personnel, redéfinition de missions, etc.). L'exploration de mécanismes alternatifs de vente directe plus souples et moins coûteux doit également être étudiée.

Les travaux sur l'élaboration des statuts et la constitution du conseil d'administration sont une priorité, car après plusieurs consultations, la mise en place de ce conseil est seule à même d'assurer également une meilleure implication de KIDES et des OP dans les décisions de gestion et de fonctionnement de la centrale.

La disponibilité du véhicule (au 25 janvier 2011). pour la collecte des produits devrait également et normalement permettre à la CAC d'augmenter le volume de ses ventes. KIDES prévoit parallèlement la mise en place de formations pour ses membres sur les techniques de maraîchage (banane, haricot, piment, tomate).

KIDES devrait également mettre en place la boutique d'intrants (si les programmes de distribution gracieuse de semences et intrants cessent effectivement) et devrait pouvoir conclure un accord avec l'Etat sur la fourniture de semences. KIDES devrait également organiser un nouvel atelier spécifique dans le sud-est sur la fourniture de semences.

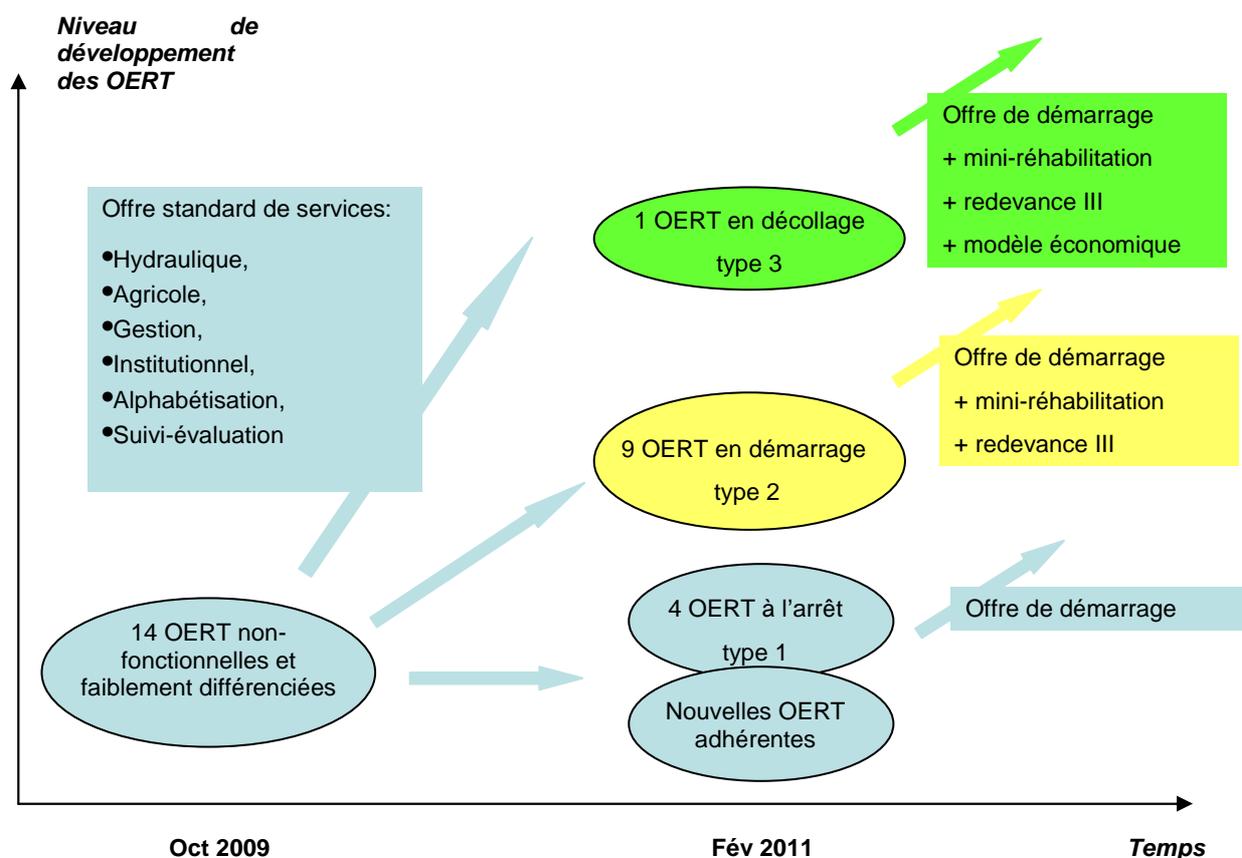
La FONHADI travaille sur l'élaboration d'un plan stratégique, notamment pour faire face à la problématique de l'urbanisation des terres agricoles. Dans ce sens elle prévoit de faire 2 ateliers supplémentaires au cours de l'année 2011.

6.3. Composante 3 : Mali

En 2009 les 14 OERT adhérentes au CPS étaient faiblement différenciées : elles étaient surtout caractérisées par leur non fonctionnalité, aspect qui surpassait leurs autres différences (taille, % de non-résidents...). Une offre standard de services avait donc été élaborée. Le diagnostic réalisé mi-2010 révèle que les OERT se sont différenciées et il faut donc dorénavant apporter des services spécifiques à chaque type d'OERT.

On a donc formulé les offres suivantes :

- Offre de démarrage valable pour les 4 OERT de type 1, ainsi que pour les nouvelles OERT qui adhèreraient au CPS ;
- Offre pour les 9 OERT de type 2 ;
- Offre pour l'OERT de type 3.



a. Objectifs concernant les OERT :

Situation février 2011	Objectifs fin 2011
4 OERT de type 1	Accompagner ces 4 OERT et les faire progresser vers les types 2 ou 3
9 OERT de type 2	Accompagner ces 10 OERT et les faire progresser vers les types 3 ou 4: nette amélioration de la gestion de l'eau et de l'entretien, et gestion efficace d'une redevance III par ces OERT.
1 OERT de type 3	
14 OERT issues de 3 partiteurs sont membres du CPS et plusieurs autres OERT ont manifesté leur désir d'être membres	Poursuivre la sensibilisation sur ces 3 partiteurs, et pour au moins un partiteur l'ensemble des OERT ont adhéré au CPS (signature d'un contrat de prestation et paiement du droit d'adhésion, les services étant rendus en 2012).

b. Objectifs en termes d'outils et démarches :

- Valider l'offre de démarrage permettant l'activation des OERT: l'affiner, l'évaluer et la capitaliser ;

- Tester l'offre pour les types 2 et 3, ce qui notamment implique : accompagner les OERT à mettre en place un système de redevance III, à gérer des entretiens conséquents (courants + périodiques via des prestataires extérieurs), à réviser leurs SRI (système de sanctions plus efficaces), à améliorer la concertation à l'échelle de l'arroseur (pour une meilleure planification agricole et hydraulique collective) et à réfléchir leur modèle économique.

Ces activités étant menées en étroite collaboration avec les autres partenaires (Office, IER, CRA, Nyeta., AMID...) il sera ainsi possible de formuler des modules répliquables permettant l'accompagnement des premières étapes de développement des OERT (passer du stade 0 aux types 1, 2, 3 voire 4).

Ainsi on démontrera que, moyennant l'accompagnement approprié (outils et démarches), les OERT peuvent assurer correctement leurs mandats d'entretien et de gestion de l'eau à leur niveau.

c. Objectifs vis-à-vis des autres partenaires :

- Socialiser ces résultats pour permettre une réplification à large échelle : socialisation au sein de la FCPS, mais également parmi les autres acteurs (Office du Niger...);
- Préparer le terrain avec les autres partenaires (l'Office au premier plan) pour passer au niveau supérieur : préparer la mise en place d'organisations d'irrigants au niveau secondaire, préparer les collaborations entre ces organisations et l'Office, préparer les liens vers les comités paritaires...

6.4. Composante 4 : Transversale

Les événements clés de la composante transversale seront les suivants :

- Capitalisation par chacune des équipes pays de leurs propres expériences : à ce titre l'IRAM transférera un budget capitalisation à chaque équipe ;
- Mission IRAM d'appui à la capitalisation des pays : notamment organisation d'ateliers d'écriture dans chacun des pays ;
- Synthèse des capitalisations par l'IRAM (siège) ;
- Organisation de l'atelier final en France avec participation des équipes projets ;
- Evaluation finale externe.

7. ANNEXES

7.1. Annexe 1 : Liste des documents produits : rapports de mission, rapports de capitalisation...

Compte-rendu de réunions :

Composante transversale	Compte rendu de la réunion technique du 25/05/2010
Composante transversale	Compte rendu du second comité de pilotage du 23/02/2010
Composante transversale	Compte rendu de la réunion technique du 02/09/2009
Composante transversale	Compte rendu du premier comité de pilotage du 03/03/2009
Composante transversale	Compte rendu de la réunion technique du 03/03/2009
Composante transversale	Compte rendu de la réunion technique du 15/12/2008
Composante Haïti	Compte rendu des deux comités de pilotage
Composante Haïti	Compte rendu des réunions avec CUDES et futures organisations membres de la centrale de commercialisation Compte rendu des visites de suivi
Composante Haïti	Compte rendu des rencontres de la FONHADI
Composante Haïti	Compte rendu du colloque FONHADI

Rapports de mission d'appui technique Nord :

Composante Mali	<i>Processus et outils d'évaluation des services aux OERT (année 1 de prestation), novembre 2010, AM Keita, CAK Keita, C. Rigourd</i>
Composante Mali	<i>Mission de suivi et d'appui programmatique auprès de la Fédération Faranfasi so, juin 2010, ASIrrri / Composante Mali, C. Rigourd</i>
Composante Mali	<i>Mission de suivi évaluation des premiers services rendus par la Fédération Faranfasi so aux Organisations d'Entretien des Réseaux Tertiaires OERT, février 2010, ASIrrri / Composante Mali, P. Deygout et C. Rigourd</i>
Composante transversale	<i>Mission d'accompagnement pour la mise en place de la centrale d'achat et de commercialisation du Sud-Est, Haïti, juin 2009, ASIrrri/Composante transversale, C. Rigourd</i>
Composante Mali	<i>Mission d'appui à Faranfasi so pour élaborer son offre de services à destination des organisations d'entretien des réseaux tertiaires,</i>

	Novembre 2009, ASIrri/Composante Mali, C. Rigourd
Composante Mali	<i>Diagnostic rapide et proposition de démarche d'extension des services Faranfasi so aux Organisations d'Entretien du Réseau Tertiaire à l'Office du Niger</i> , mars 2009, ASIrri/Composante Mali, C. Rigourd et JB. Spinat
Composante Cambodge	<i>ASIrri: Support services so water users community</i> , Octobre 2009, ASIrri / Composante Cambodge, GRET.
Composante Haïti	<i>Recommandations techniques du Chargé de programmes Organisations Paysanne et marché suite à mission décembre 2010</i>

Rapport de mission Sud :

Composante Cambodge	<i>Mission report to Human Translation, Assessment on Trav Kord irrigation scheme</i> , June 2009, ASIrri/ Composante Cambodge, A. Deligne, S. Sophak, L. Piseth
Composante Haïti	<i>Compte rendu des visites d'accompagnement de la CAC</i>

Autres rapports (rapport de stage...) :

Composante transversale	<i>Echange croisé entre les 4 composantes du projet ASIrri : Mali, Haïti, Cambodge, Transversale</i> , février 2011, H Eno, PP Ebel, YY Faustin.
Composante transversale	<i>Rapport de la visite de l'équipe de la composante cambodgienne à la Fédération Faranfasi so et au CPS de Molodo au Mali en Novembre 2010</i> , Février 2011, A. Deligne
Composante Mali	<i>Etude de la fonctionnalité des Organisations d'Entretien du Réseau Tertiaire dans la zone de Molodo Sud</i> , Office du Niger, Janvier 2011, S. Cavé et L. Ransinangue, IRC.
Composante Cambodge	<i>"Concevoir des services pour réactiver l'action collective des agriculteurs dans la gestion de l'irrigation au Cambodge"</i> , janvier 2011, F. Lorgeron, IRC.
Composante Cambodge	<i>"Concevoir des outils et des procédures de gestion budgétaire pour les organisations paysannes"</i> , M. Duffieu, Ecole de Gestion de Reims (France) & University of Technology of Sidney (Australie)
Composante Cambodge	<i>"Les systèmes de coordination entre les FWUC, les autorités locales et les services gouvernementaux et/ou les investisseurs privés pour appuyer la gestion des FWUC et aider à la résolution de conflit"</i> . Tang Sophat, IRC
Composante Transversale	<i>« Echange croisée des composantes Mali-Cambodge du projet ASIrri : Mission du centre de prestation de services de Molodo au Cambodge »</i> , document collectif, septembre 2010
Composante Transversale	<i>Etat des lieux de démarrage pour les trois composantes terrain</i> , février 2009, collectif
Composante Mali	<i>Place, rôle et fonctionnement des Organisations d'Entretien du Réseau Tertiaire dans le casier de Molodo à l'Office du Niger et possibilités d'appui</i>

	<i>par la Fédération des Centres de Prestations de Services, mars 2009, P. Péré</i>
Composante Haïti	<i>Capitalisation sur la gestion sociale des périmètres irrigués en Haïti, Janvier 2011, J-M. Lacour</i>

Autres documents :

Composante Mali	PowerPoint du 1 ^{er} comité national de suivi du 17/02/2010
Composante Haïti	Compte rendu des formations entreprises auprès des associations membres de CUDES
Composante Haïti	Vidéo « Champ de Béton » AVSF, FONHADI, CROSE
Composante Haïti	FONHADI, Terme de référence du stage sur la capitalisation
Composante Haïti	Outils de gestion de la centrale de commercialisation

7.2. Annexe 2 : Observations partielles sur la gestion de l'eau et les pratiques agricoles à l'Office du Niger

NB : cette section comporte des réflexions partielles et préliminaires et non des conclusions abouties.

7.2.1. Le Suivi des pratiques d'irrigation et de la gestion de l'eau

La gestion de l'eau et le suivi des pratiques d'irrigation ont essentiellement porté sur : la distribution de l'eau, le drainage et l'entretien du réseau hydraulique. Ainsi, plusieurs exploitants et personnes ressources de l'ON ont été contactés à l'occurrence l'aiguadier et responsables villageois en charge de la gestion des modules

1) Mode de distribution de l'eau

Pour chaque casier, la gestion de l'irrigation est théoriquement organisée à travers le Comité paritaire de partiteur avec le chef casier (personnel de l'Office du Niger, l'aiguadier (personnel de l'ON) et de 2 à 6 chefs d'arroseurs (usagers). Au niveau de l'arroseur, des concertations permanentes sont conduites entre le chef d'arroseur (un exploitant) et l'aiguadier (personnel de l'Office du Niger) pour définir les modalités de distribution de l'eau. Dans la parcelle, la gestion de l'eau relève de la responsabilité individuelle du paysan avec un appui constant de l'aiguadier et du conseiller agricole de l'Office du Niger.

Chaque zone irriguée est divisée en casiers hydrauliques alimentés par un distributeur branché sur un adducteur. Les distributeurs alimentent à leur tour des partiteurs, sur lesquels sont branchés des arroseurs. Chaque arroseur assure ensuite l'irrigation de plusieurs parcelles soit directement, soit par l'intermédiaire de rigoles.

En principe, les agents de l'ON en collaboration avec les paysans travaillent ensemble pour assurer une bonne gestion de l'irrigation (surtout au niveau des partiteurs et des arroseurs) sur l'ensemble du réseau. Force est de reconnaître cependant que cette collaboration dans la pratique n'est pas toujours simple. Pour faciliter son rapport avec les paysans, l'aiguadier communique avec les différents chefs d'arroseur et le chef de partiteur qu'ils élisent à leur tête. En effet, force est de constater que la responsabilité de chef d'arroseur reste relativement difficile à assumer.

La fourniture d'eau est considérée comme étant gérée par la demande en aval. Les besoins remontent de niveau en niveau et à chaque étape la fourniture est adaptée à ces besoins. Concrètement suivant la façon dont le réseau est sollicité en aval, les agents maintiennent le niveau de charge des différents biefs, en remontant de l'arroseur, jusqu'au fala, dont le niveau de charge est assuré par le SERP. Il ne s'agit donc aucunement d'une gestion programmée, mais d'une gestion subie, qui impose nécessairement une capacité de réaction assez forte pour éviter les risques de débordements et/ou de pénuries d'eau.

Par ailleurs alors que le fonctionnement du réseau hydraulique repose sur une mise en eau permanente de l'ensemble des arroseurs, il n'en reste pas moins que les infrastructures les plus récentes sont adaptées à la mise en place de tours d'eau à ce niveau. Si la quantité d'eau disponible n'est pas limitante (et donc que la lutte contre le gaspillage d'eau ne constitue pas une priorité, ni pour les exploitants ni pour les agents de l'office) la mise en place d'un tour n'apparaît pas essentielle et l'on se demande

alors ce qui a justifié le choix de ce type d'infrastructures. Peut-être faut-il y voir une anticipation sur des besoins futurs, mais cela ne correspond pas à un besoin réel immédiat. Ainsi, si techniquement le réseau est censé fonctionner sur le principe de tours d'eau entre arroseurs, concrètement cela n'a pratiquement jamais lieu (sauf exceptionnellement en cas de sérieux manques d'eau, et non sans difficultés d'organisation). De même il arrive que les tours d'eau soient mis en place directement entre des partiteurs voire des biefs de distributeurs, ce qui théoriquement est plus facile.

De plus le réseau hydraulique est prévu pour assurer une irrigation 24 heures sur 24, même si la nuit très peu de gens se soucient de l'eau qui coule.

Dans la théorie l'exploitant remonte ses besoins à l'aiguadier (agent de l'ON) qui gère les ouvertures au niveau des prises d'arroseur et des prises de partiteur (le cas échéant c'est aussi l'aiguadier qui effectue les relevés des débits au niveau des échelles situées en amont et en aval des prises de partiteur). L'aiguadier peut être responsable de 2 à 4 partiteurs (sans compter les arroseurs indépendants), ce qui peut représenter une superficie irriguée de près de 1 000 hectares.

Le chef arroseur, élu par les exploitants d'un même arroseur est chargé de collecter les besoins de son arroseur et de veiller à la coordination des pratiques d'irrigation de tous les exploitants qui s'y trouvent. Il communique ces besoins au chef de partiteur, élu par les chefs d'arroseurs, qui compile à son tour les besoins des arroseurs et les transmet à l'aiguadier, ce dernier n'ayant donc plus qu'un seul intermédiaire par partiteur. Cette organisation est très théorique et différents maillons de cette chaîne de transmission sont court-circuités selon les cas.

Les différents ouvrages régulateurs situés sur les distributeurs sont manipulés par des éclusiers de zone.

Le chef casier est en principe chargé de la gestion de l'eau sur son casier. En effet, c'est lui qui coordonne les activités de tous les aiguadiers et de tous les éclusiers d'un même casier. Il rend compte directement au chef du service gestion eau de la zone. Le cas échéant c'est le chef casier qui compile les relevés des consommations des différents partiteurs de son casier avant de les transmettre à son chef de service.

Ce sont des éclusiers qui gèrent les ouvrages régulateurs situés sur le réseau primaire, y compris le barrage de Markala, sous la coordination du Service d'Exploitation du Réseau Primaire qui essaie de répondre au mieux aux besoins quotidiennement communiqués par les différentes zones.

2) le drainage

Le drainage est réalisé de façon symétrique sur l'ensemble de la zone d'intervention du projet. L'eau est drainée depuis la parcelle par les rigoles d'irrigation (celles-ci ayant la double fonction irrigation et drainage) ou directement par les drains d'arroseurs. Ceux-ci se jettent à leur tour dans les drains de partiteurs. Des grands drains collecteurs assurent ensuite l'évacuation de l'eau vers les zones éloignées où elle disparaît par percolation et par évaporation.

En principe, suivant le constat qui en découle, le drainage à lui ne nécessite pas d'organisation particulière sur les 14 OERT encadrées par le projet (voir général dans la zone ON). Les paysans qui drainent leur champ envoient l'eau dans des drains de rigole qui rejoignent des drains d'arroseur, puis des drains de partiteur, puis des drains collecteurs et des grands collecteurs qui se déverseront en brousse, dans le fleuve ou dans les *falas*. Ce drainage ne nécessitant aucune manipulation est pourtant la fonction

la plus problématique et la moins fonctionnelle dans les périmètres aujourd'hui, ce qui est essentiellement dû au mauvais état des drains (ensablement et enherbement)

Aucour de cette campagne, la quasi-totalité des drains se sont comportés comme des arroseurs, c'est-à-dire vidaient tous dans les parcelles de riz. Depuis mie juillet, les arroseurs sont pratiquement restés fermés (pendant plus de 45 jours) de même que certains partiteurs de la zone à cause de l'abondance des eaux de pluies (cas d'inondation (75% des parcelles). Les ouvertures ne sont intervenues qu'en début septembre.

Au jour d'aujourd'hui, si le trop plein d'eau et les difficultés de drainage apparaissent comme la préoccupation première des exploitants, ce n'est pas le cas pour l'Office qui compte tenu de ses moyens est amené à concentrer l'essentiel de ses efforts sur la fourniture d'eau et l'entretien du réseau d'amenée. En effet, si les pratiques actuelles de distribution et d'entretien permettent globalement d'assurer un bon accès à l'eau, elles ne suffisent par contre pas pour assurer un drainage correct, et à tous les niveaux, primaire, secondaire et tertiaire. Dans certains cas extrêmes les champs peuvent être inondés en permanence (cas de certains bas-fonds par exemple). Un excès d'eau d'irrigation entraîne en effet l'absence totale de nettoyage de réseau et maintien naturellement le phénomène.

Les principaux facteurs de gaspillage d'eau au niveau tertiaire sont la mauvaise coordination des prélèvements entre les exploitants, qui est source de conflits, l'existence de variations topographiques trop importantes entre champs voisins, et le manque d'entretien du réseau tertiaire, notamment le maintien des cavaliers des arroseurs. Ces facteurs sont étroitement liés les uns aux autres. Cette situation reste largement tributaire de la gestion calamiteuse de l'eau au niveau du secondaire. La principale cause de gaspillage d'eau au niveau secondaire est liée aux difficultés de fonctionnement au niveau de la charnière entre l'Office et les paysans, c'est-à-dire entre l'aiguadier et ses interlocuteurs (chef de partiteur, chef d'arroseur ou simple exploitant selon le cas). L'organisation théorique n'est jamais réellement appliquée dans la pratique (manque de moyen et relation de confiance et de responsabilité avec l'exploitant)

3) l'entretien du réseau

L'entretien du réseau tertiaire, entièrement à la charge des paysans depuis la restructuration de l'Office en 1994, pose de nombreux problèmes. Au-delà des problèmes d'organisation et de transmission des informations, les travaux d'entretien souffrent énormément de retards fréquents qui ne facilitent pas leur mise œuvre.

Il faut comprendre en effet, que le bon entretien du réseau secondaire conditionne l'entretien du tertiaire. Si le premier n'est pas exécuté comme il faut, cela décourage les paysans. Néanmoins malgré les difficultés évoquées et les critiques des exploitants, force est de reconnaître que le Programme Annuel d'Entretien est en partie exécuté par l'Office aucour de cette campagne sur le distributeur de Niaminani, de Molodo et les partiteurs correspondants dont MD1, MD2, M1, ...



Les OERT comme Jigiya, Kafo, ...ont effectué leurs deuxième entretien courant ce trimestre. Les nouvelles ambitions d'extension des superficies ne sauraient se réaliser sans relever au préalable un certain nombre de défis en matière d'organisation et de gestion de l'eau dans la zone : le processus de sensibilisation et d'appui organisationnel entamé par le CPS doit normalement se poursuivre.

L'absence de coordination entre exploitants au niveau de l'arroseur résulte - ou tout du moins est encouragée - par le manque de légitimité des chefs d'arroseurs auprès des exploitants, comme auprès de l'Office d'ailleurs (Cas de l'OERT de Sabali avec deux chefs arroseurs).

En principe, les exploitants n'ont aucune idée de leur consommation d'eau, de l'efficacité de leurs pratiques d'irrigation, ni même des besoins du riz.

En résumé, la gestion de l'eau et les pratiques d'irrigation se présente comme suite :

- ✦ ce sont les exploitants eux-mêmes qui gèrent les ouvertures de leurs prises de rigoles, ou « bouches à eau ».
- ✦ l'ensemble des exploitants d'un arroseur nomme un chef d'arroseur chargé de coordonner les prélèvements des différents exploitants, de centraliser les besoins globaux de l'arroseur et de faire remonter l'information vers l'aiguadier. Il est là pour réduire le nombre d'interlocuteurs de l'aiguadier. L'ensemble des chefs d'arroseurs d'un même partiteur élisent à leur tour un chef de partiteur chargé de collaborer avec l'aiguadier.
- ✦ si le rôle du chef de partiteur était à l'origine uniquement de surveiller le l'état du partiteur et les travaux d'entretien des paysans sur leurs arroseurs (rôle initial du CPP), il est vite devenu un interlocuteur privilégié de l'aiguadier, susceptible de le suppléer en cas d'absence de celui-ci.
- ✦ c'est l'aiguadier qui possède théoriquement les clefs de la prise de partiteurs et des prises d'arroseurs. Il est le seul à pouvoir les manipuler.
- ✦ l'aiguadier fait remonter à son chef casier l'information sur les besoins des partiteurs à sa charge, ainsi que les relevés des débits d'entrée dans le partiteur. Ces données permettent entre autres au chef casier de contrôler le travail effectué par ses aiguadiers, et de coordonner leurs efforts. C'est également sur la base de ces informations que le chef casier demande aux éclusiers de manipuler les ouvrages régulateurs.
- ✦ après avoir compilé les besoins des différents aiguadiers sous sa responsabilité, le chef casier communique les besoins d'ensemble de son casier à son chef service gestion eau.
- ✦ à partir des informations reçues des différentes zones et du suivi réalisé par les éclusiers primaires, le SERP adapte les vannes du barrage et/ou intervient au niveau des ouvrages régulateurs du réseau primaire.

■ Contraintes essentielles liées à la gestion de l'eau :

- le manque d'efficacité du réseau de drainage pour l'évacuation
- les gaspillages d'eau au niveau des partiteurs, des arroseurs et des parcelles



- l'engorgement des drains à tous les niveaux
- l'absence de période « creuse » permettant un entretien annuel correct du réseau
- les retards et le manque de transparence dans l'entretien du secondaire
- la faiblesse des OERT, qui ne fonctionnent pas correctement
- le flou global qui règne sur les responsabilités de chacun et le rôle des différentes organisations

Le suivi des pratiques d'irrigation par observation et ou par interviews directs a permis de constater que les aspects de gestion de l'eau constitue une préoccupation majeure pour l'ensemble des exploitants de la zone.

Aux jours d'aujourd'hui, force est de constater qu'on assiste de plus en plus à un début de concertation entre les différents acteurs : entre exploitants et chef OERT d'une part et d'autre part entre les OERT (à travers le chef arroseur) et le personnel de l'ON.

Ce rapport de collaboration entre les parties prenantes constitue à ne pas douter une avancé significative et mérite d'être entretenu.

Plusieurs réunions ont eu lieu avec les responsables des différentes OERT membres sur les aspects gestion de l'eau (les pratiques agricoles et d'entretien du réseau)

En définitive, la gestion de l'eau et les pratiques d'irrigation souffrent énormément d'un manque de concertation à la base entre producteurs d'une part, mais et surtout entre les exploitants et l'ON.

Le suivi de l'entretien du réseau Réalisation et enregistrement des entretiens des canaux et drains tertiaires

Les opérations d'entretien du réseau hydraulique amorcées depuis les mois passés se poursuivent timidement.

Ces opérations vont du simple entretien au rechargement des cavaliers /brèches.

Les entretiens courants ont surtout porté sur le faucardage, le colmatage régulier des galeries et brèches. Les opérations de rechargement ont essentiellement porté sur les différents points de passage des animaux occasionnant de sérieux dégât sur le réseau dans son ensemble. Ces opérations ont suscité peu d'intérêt et de mobilisation générale à cause de la campagne agricole.

L'enregistrement des pratiques d'entretien par les OERT est resté relativement faible

Mise en œuvre et suivi des actions pilotes

Le processus de mise en œuvre des actions pilotes au niveau des OERT membres a démarré par l'élaboration du plan d'action. Les actions à entreprendre sont identifiées à partir des contraintes (diagnostic hydraulique) et programmées dans un plan d'action détaillé précisant les responsabilités et les ressources. (Voir rapport plan d'action).



Séance -élaboration plan d'action



Séance -élaboration plan d'action

Ainsi, des actions pilotes ont été identifiées avec les partenaires OERT assortis d'un budget sommaire (voir tableau ci-dessous).



Séance de planification avec les OERT



Séance de planification avec les OERT

➤ La Caractérisation hydraulique des OERT

L'objectif de cette étude formative était de définir l'état actuel des lieux de chacune des 14 OERT partenaires au projet.

Au cours de cette étude diagnostic, les problèmes hydrauliques, les composantes de la maille hydraulique, ses caractéristiques et son fonctionnement ont été abordés.

L'analyse des dénivelés de la ligne d'eau d'irrigation a permis d'apprécier d'une part la disponibilité du partiteur par rapport à l'arroseur et d'autre part celle de l'arroseur par rapport à la parcelle.



L'ouvrage de prise (superstructure, appareillage hydromécanique), le canal arroseur (longueur et largeur), la superficie irrigables (parcelle), les canaux de drainage, la communication canal arroseur/drain arroseur, la communication drain arroseur/drain partiteur, la communication entre parcelles et drain arroseur ...ont été entre autres les principaux aspects abordés au cours de cette caractérisation (CF rapport diagnostique hydraulique).

Au cours de cette étude de l'état des lieux, l'ensemble des conseillers et élus du Centre ont été tous mobilisés notamment le conseiller en gestion, le conseiller assistant, le conseiller CEF. De façon générale, des constats pertinents ont été faits et consignés dans un tableau des constats (voir rapports de caractérisation).

- **La Classification /Typologie des OERT** A l'issue de l'étude diagnostic de l'état des lieux, l'ensemble des 14 OERT membres ont pu être classées en fonction de leur niveau de développement : ainsi on distingue des :
- OERT de Classe $1type_1$: Benkadi, Sabali et Jigiya
 - OERT de Classe $1type_2$: Sabougnouma, Kèyèrèyé, Jigisèmè, Dambé et Jèkabaara
 - OERT de Classe $1type_3$: Sindia
 - OERT de Classe $2type_1$: Jantoyèrèla,
 - OERT de Classe $2type_2$: Yèrèdèmè et Kafo
 - OERT de Classe $3type_2$: Yèrègnini et Cèsiri

Cette démarche a essentiellement été basée sur :

- le niveau d'appropriation de l'OERT par ses membres (ses objectifs),
- le degré d'organisation/institution et de réalisation des travaux d'entretien,
- les aspects de gestion de l'eau par les exploitants,
- la tenue ou non des réunions/formations
- et le degré des relations intérieures et extérieures de l'OERT,....

La superficie totale irriguée (ha), la longueur de l'arroseur (m), le nombre d'exploitants, le % de non-résidents, la superficie moyenne/exploitant et la longueur moyenne d'arroseur/exploitant (m), ... ont été aussi déterminants dans ce processus.

L'analyse de la situation permet de comprendre aisément le niveau de développement des 14 OERT encadrées par le projet. Ce ci est d'autant plus important qu'il permet alors de comprendre et de définir par type d'OERT le type de renforcement organisationnel/services (voir plan d'action global)

D'un point de vue commun, toutes les OERT sont littéralement caractérisées par leur ancrage dans la société et leur souci d'assumer certaines responsabilités sociales, voir économique. Cependant, toutes n'ont pas les mêmes capacités à faire face à ces enjeux sociaux importants. Le niveau de maîtrise générale des différentes difficultés rencontrées au sein de l'OERT constitue un élément essentiel dans ce processus. Seules les OERT de type 3 voir 4 (les plus matures) sont promotrices de changements sociaux.

7.3. Le Suivi des pratiques agricoles et de la campagne agricole

La campagne agricole dans la zone a démarrée dans les conditions extrêmement particulières :

- Une pluviométrie abondante voir excédentaire (fin juillet –début septembre)
- Une situation hydrologique satisfaisante dans l'ensemble
- La Fourniture d'intrants (DAP, NEKS, Urée) avec léger retard par les fournisseurs attirés

- Un niveau de mise en culture relativement faible (à cause de l'inondation) en casier et hors casier
- Des difficultés face à l'accès des producteurs aux intrants à cause du niveau endettement des producteurs de la zone
- Un état phytosanitaire relativement perturbé avec des cas d'attaques aux chenilles
- Un état phénologique relativement disparate (40% des parcelles sont inondées)

L'enthousiasme des producteurs en début de campagne s'est vite heurté ce pendant à une pluviométrie abondante voir excédentaire.

Cette situation a eu de façon générale des conséquences énormes sur les différentes opérations culturales tant au niveau de la pépinière qu'au niveau de la parcelle.

Dans la zone, la plupart des exploitants observent le calendrier ci-dessous avec des variétés à cycle long pour des rendements relativement importants : (source : enquêtes)

OPERATIONS CULTURALES				
A-PEPINIERE				
Entretien des rigoles				
Préparation pépinière (Mise en eau)				
Installation de la pépinière				
Mise en eau (pendant 3 jours)				
Installation engrais DAP (épandage d'engrais)				
Ressuyage (pendant deux jours)				
Mise en eau				
Installation d'Urée				
B-PARCELLE				
Mise en eau				
Labour (après ressuyage)				
Hersage/Puddledage				
Repiquage				
Installation DAP (une semaine après)				
Installation Urée (1 ^{ère} phase 15jours après)				
Désherbage (une semaine après)				
Installation Urée (2 ^{ème} phase 15 jours après)				
	Variétés	%	Cycle	Rendement
	Gambiaka	40%	Long	3- 5T
	ADNI	20%	Long	4 – 4T
	BG	25%	Long	3 – 4T
	Wassa	15%	Cout	3 – 5T

Au cour de cette campagne, les producteurs ont essentiellement utilisé des variétés à cycle long comme la Gambiaka, ADNI, la BG et le Wassa à des proportions assez variables suivant leurs préférences individuelles: (110 -120 jours) pour des rendements relativement productifs (3 – 5T en moyenne).

L'approvisionnement en semences de qualité s'est fait à partir d'un réseau de paysans semenciers qui produit relativement des semences certifiées R₂ pour un besoin de renouvellement triennal des semences.

Les techniques culturales (fortement influencées par les conditionné exceptionnelles de cette campagne) ont influencées sur le temps et le taux de germination (60 à 90%). En principe, la plupart des producteurs observent un temps de germination suivi du semis proprement dit (soit 500 m² pour 1 hectare); ce type de pépinière est dite

humide et nécessite, dans les conditions actuelles de l'ON, 50 à 70 kg de semence propre pour repiquer un hectare.

Des cas d'attaques aux chenilles ont été signalés dans la zone notamment au niveau de certaines OERT comme Kégnèrèyé, Jigisèmè, Sabougnouma, Benkadi, Sabali avec des dégâts relativement importants.

□ ***Un suivi rapproché a permis de constater les faits suivants :***

⇒ La Première irrigation (pré-irrigation) et compartimentage ont marqué le démarrage des travaux de la campagne. En fait le système d'aménagement à maîtrise totale de l'eau est en faveur de cette pratique qui permet de se passer de la pluie pour démarrer les travaux champêtres. Environ 50% des exploitants ont pratiqué la pré irrigation qui consiste à mettre une lame d'eau dans la parcelle compartimentée et à la maintenir jusqu'à son évaporation totale ; ceci permet la poussée des mauvaises herbes et favorise la décomposition de la fumure organique (raison de fertilisation). Rarement les exploitants font le labour à sec (15 à 20%)



⇒ Le Premier labour a lieu courant juin après le ressuyage de la parcelle pré irriguée environ quinze jours après la mise en eau pour la plupart des cas. Les opérations de labour ont connu assez de retards à cause du faible niveau d'équipement des producteurs. Les 2/3 des paysans ne disposant pas d'équipement appropriés (ou du moins disposent d'autres champs sur d'autres arroseurs). A la date du 15 Aout, seulement les 70% des exploitants avaient finis de labourer leurs parcelles. Il permet d'enfouir les mauvaises herbes qui auront poussé suite à la pré irrigation. Ce labour donne l'occasion de renforcer les diguettes de compartimentage. Les 90% des exploitants n'ont pas pratiqué la deuxième irrigation (sur labour) : elle se pratique sur le premier labour pour permettre la levée des mauvaises herbes.

⇒ Le deuxième labour mi Juillet intervient après le ressuyage de la 2ème irrigation en vue de rendre le sol meuble pour la suite des opérations ; c'est une opération facultative car après le 1^{er} labour on peut procéder à la suite des opérations (mise en boue, nivelage etc.). Ces opérations de labour qui ont commencé tardivement dans la zone se sont poursuivies jusque dans la deuxième quinzaine du mois d'Aout.

⇒ Les Semis de la pépinière ont eu lieu entre mai et Juillet au moment du premier labour.

Plusieurs dates ont été observées à cause des conditions toutes particulières : démarré en mai, les semis se sont poursuivis jusqu'en juillet (date butoir)

Des cas de ressemis ont été par ailleurs signalés mais à des proportions assez faibles à Niaminani comme à Molodo Bamanan.

⇒ Le Puddlage et Nivelage : 60% des OERT (juillet- Aout).

⇒ L'apport du Fumure de fond s'est réalisé sur fonds de crise. Habituellement,



l'approvisionnement en intrants se fait soit à travers les OP (groupement, coopératives, associations) via les institutions financières sur la base de la caution solidaire soit par achat direct sur le marché. 40% des exploitants n'avaient pas encore à la date du 10 Août de l'engrais disponible à cause de leur niveau d'endettement général avec des conséquences énormes sur la production globale.

La plupart des exploitants sont aujourd'hui très inquiets à cause de ce phénomène qui ne repli pas. Cette situation est devenue très récurrente ces dernières années et reste largement tributaire des difficiles conditions de la zone de Molodo. Les 80% des OP de la zone sont non solvables vis-à-vis des institutions financières.

- ⇒ Repiquage: 70% à la date du 15 août. 80% des exploitations emploient la main d'œuvre extérieure pour les opérations de repiquage : groupements/associations de jeunes garçon et/ou filles sur la base des forfaits journaliers de 1250 FCFA à 1500FCFA.
- ⇒ Installation DAP : A la date du 15 Aout 60% des paysans n'avaient pas appliqué la première fraction d'urée. La dose préconisée est de 200 à 250 kg/ha apportés en deux fractions.
- ⇒ Installation d'Urée : la première fraction consiste à apporter quinze jours après le repiquage la dose de 100 à 125 kg/ha.
- ⇒ Irrigation de soutien qui intervient après l'apport de la 1^{ère} fraction d'urée sous forme d'une faible lame d'eau (5 cm) a été quasiment remplacé par les eaux de



pluies qui continuent de s'abattre sur la zone depuis fin juillet-début Aout. Plus de 80% des



champs sont inondés : pluviométries importante et dysfonctionnement du système de drainage.

Trop de problèmes de gestion de l'eau à cause du mauvais état de la plupart des modules caractérisés par des vannettes sautées voir volées.

Des pépinières entières ont passé des jours sous l'eau si bien que ces producteurs n'avaient autre choix que de reprendre leurs pépinières avec des conséquences énormes : retard sur le calendrier,... Durant tout le mois d'aout, rarement les producteurs ont utilisé l'eau des arroseurs. Les 90% des modules sont restés fermés pendant toute cette période (fin juillet – Aout).

- ⇒ Désherbage : dans la deuxième décade du mois de septembre. Il se fait manuellement en utilisant aussi l'effet herbicide de l'eau d'irrigation.
- ⇒ Deuxième fraction d'urée (25 septembre) : moins de 60% des exploitants ont pu respecter ce délai. En principe, il se fait environ 40 jours après le repiquage à l'approche de l'initiation paniculaire à la dose de 100 à 125 kgs/ha.

⇒ Mise en eau définitive (30 Septembre) : les 80% des parcelles sont gorgées d'eau depuis plus de 50 jours voir 2 mois

Les besoins en eau du riz ont été fortement influencés au cours de cette campagne par plusieurs facteurs comme par exemples :

- Le type –matière végétale (espèce/variété)
- les modes d'irrigation,
- les techniques culturales (fertilisation, paillage, densité de plantation, le travail du sol...),
- les problèmes phytosanitaires, les adventices,
- les problèmes de salinité.

□ Principales contraintes majeures dans la zone d'intervention du projet :

- l'envahissement de plus en plus important des canaux par les plantes aquatiques nuisibles,
- l'envasement des canaux
- et l'érosion des digues (des Falas) ;

Accompagnement pour la mise en œuvre du calendrier cultural collectif

Dans le cadre du suivi du calendrier cultural collectif des instruments de mesures (de la performance entre autres comme le tableau d'enregistrement) ont été élaborés et mis à disposition des exploitants des deux OERT retenues que sont « Sindia » de Molodoet « Kègnèrèyé » de Niaminani

	Molodo						Observations
	<i>Solo Tangara</i>	<i>Bakary Tangara</i>	<i>Falén Tangara</i>	<i>Sidi Tangara</i>	<i>Bakary Tangara</i>	<i>Moussa Tangara</i>	
Activités							
Entretien rigole	14- 15/06	-	-	-	-	-	
Pré irrigation	17/06	-	-	-	-	-	
Pépinière							
▪ Préparation pépinière/labour	22/06	14/05	18/05	17/05	23/06	27 /06	48 jours
▪ Hersage/nivellement	25/06	-	18/05	-	-	-	
▪ Semis pépinière	26/06	15/05	18/05	17/05	26/06		40 jours
▪ 1èr entretien (DAP)	08/07	-	-	-	-		Faible
▪ 2^{ème} entretien (Urée)	18/07	-	-	-	-		Faible
Parcelle							
▪ Labour	18/07		02/06	25/6 – 15/07	06/07	02 /08	60 jours
▪ Repiquage	30/7 – 4/08	7- 22/08	25/07	4 – 7/07	24/07	04 /08	jours
▪ 1èr entretien (DAP + Urée))	11/08	29/08	-	22/07	07/08		
▪ Désherbage	17/08	-	-	29/07	-		
▪ 2^{ème} entretien (Urée + DAP)	26/08	26/09	-	08/08	27/08		

L'analyse de ce tableau permet alors de faire les constats suivants :

- Faible entretien des rigoles
- Labour : étalé sur 02 mois environ
- Repiquage : plus de 50 jours d'intervalles entre les exploitants

	Niaminani		
	Soungalo Dembélé	Mamoutou Dembélé	Boubacar Maiga
Activités			
Entretien rigole /RT	2- 8/06/10	1-5/06/10	1-7/6/10
Pré irrigation			-
▪ Préparation pépinière/labour	16/05/10	5-23/06/10	5-9/6/10
▪ Hersage/nivellement	-	-	-
▪ Semis pépinière	19/05/10	10-25/6/10	15-18/6/10
▪ 1^{er} entretien (DAP)	-	15/06/10	-
▪ 2^{ème} entretien (Urée)	-	04/07/10	-
▪ Pré irrigation	02/07/10	8-10/07/10	28/6 - 1/07/10
▪ Labour	06/06/10	10/7 – 19/8/10	06-10/07/10
▪ Puddlage		11/7- 20/8/10	-
▪ Repiquage	08/07/10	11 /7- 20/8/10	16 - 17/07/10
▪ 1^{er} entretien (DAP + Urée)	15/07/10	18/7 – 25/8/10	08/08/10
▪ 2^{ème} entretien (Urée + DAP)	08/08	03/09/10	24/08/10
▪ Désherbage	30/09/10	20/7 -25/09/10	10 -13 /8/10
▪ Irrigation de soutien		25/7 – 30/08/10	-
▪ Drainage	20/09/10		
▪ Fauchage	07/10/10		
▪ Mise en gerbier	09/10/10		
▪ Battage	10/10/10		

L'analyse de ce tableau de situation permet de faire les constats suivants :

- Installation des pépinières (semis) : 60% des exploitants
- Labour : 60%
- Repiquage : 50%
- 1ère et 2ème entretien : 40%
- Désherbage : 70% (Trop d'écart entre la date de semis et la date de repiquage : effet de l'abondance des pluies qui ont énormément joué sur les différentes opérations culturales



Le repiquage, l'épandage d'engrais, le désherbage ... ont fortement perturbés par l'inondation. Seulement 50% des exploitants ont pu réaliser correctement ces différentes pour des raisons ci-dessus évoquées. Au risque de ne pas voir leurs engrais emportés par les eaux de pluies, la plupart des exploitants ont préféré attendre.

L'écart entre la date de semis et la date de repiquage est jugé considérable dans la plupart des cas : cela à cause des perturbations provoquées par les grandes pluies de cette année.

En définitive, nous estimons que les 70% des exploitants ont pu correctement conduire ensemble les différentes opérations de façon collective et cela en dépit des différentes contraintes constatées.

(Voir illustrations ci-dessous : OERT Kègnèrèyé de Niaminani)



A Niaminani, il découle de nos constats que les producteurs situés sur le côté droit de l'arroiseur Kègnèrèyé ont eu du mal à pouvoir respecter le schéma collectif de mise en œuvre et cela à cause de la contre saison. En d'autre terme, la pratique de la contre saison réalisée sur la quasi-totalité de ces parcelles a eu logiquement un impact négatif sur le schémas collectif de mise en œuvre. Cette situation confirme en partie au moins l'information selon laquelle la contre saison constitue un

facteur de blocage à la mise en œuvre du calendrier collectif à l'échelle de l'arroseur : retard dans la conduite des activités

7.3.1. La Caractérisation agronomiques-socioéconomique des OERT

Dans la zone d'intervention du projet, la gestion sociale de l'eau reste source de beaucoup de tensions latentes et multiformes : cette situation reste relativement plus marquée à Niaminani qu'à Molodo Bamanan.

Les principaux facteurs de gaspillage d'eau au niveau tertiaire sont la mauvaise coordination des prélèvements entre les exploitants, qui est source de conflits, l'existence de variations topographiques trop importantes entre champs voisins, et le manque d'entretien du réseau tertiaire, notamment le maintien des cavaliers des arroseurs. Ces facteurs sont étroitement liés les uns aux autres. Cette situation reste largement tributaire de la gestion calamiteuse de l'eau au niveau du secondaire. La principale cause de gaspillage d'eau au niveau secondaire est liée aux difficultés de fonctionnement au niveau de la charnière entre l'Office et les paysans, c'est-à-dire entre l'aiguadier et ses interlocuteurs (chef de partiteur, chef d'arroseur ou simple exploitant selon le cas). L'organisation théorique n'est jamais réellement appliquée dans la pratique (manque de moyen et relation de confiance et de responsabilité avec l'exploitant)

- ⇒ Tensions entre paysans de différents villages à cause de différentes origines, mais aussi « histoires de villages », entre résidents / non –résidents;
- ⇒ Tensions entre paysans et Office du Niger : à cause de la redevance et de l'irrégularité de la planimétrie,

Le processus de transfert de gestion des aménagements amorcé depuis quelques années (et la place des organisations d'irrigants) reste encore sensible. De façon générale, le facteur social demeure un déterminant non moins important.

Remarque :

La superficie moyenne par OERT est de 33,85 pour Niaminani et de 30,57 pour Molodo Bamanan soit une moyenne de près de 32,21 ha par OERT.

La superficie moyenne par exploitants :

- 1,25 (pour Niaminani)
- 2,25 (pour Molodo)

En général, les exploitants disposent plus de superficies à Molodo qu'à Niaminani (toute chose qui explique en partie l'existence de tensions sociales à Niaminani).

Le nombre de résidents moyens :

- ◆ 22 exploitants à Niaminani
- ◆ 15 exploitants à Molodo Bamanan

A Niaminani, 41,60% des exploitants sont non résidents contre seulement 11,76% à Molodo Bamanan.

A Molodo Bamanan, 96,38 % des superficies sont attribuées contre 78,56% à Niaminani.

TABLEAU DE SYNTHÈSE

	OERT	Nbre exploit.	Sup.totale (ha)	Sup.moyen (ha)	Résident	Non résident	Types contrats	Niveau équipé.	Intencit.cultu	Contre saison
Niaminani										
1	Kégnèrèyé	23	39	1,76	12	11	86,98% attrib	35%	130%	Riz
2	Jiguiya	28	34,14	1,22	28	0	96,43% attrib	30%	120%	Riz
3	Yèrègnini	28	28,63	1,02	28	0	100% attrib	35%	125%	Riz
4	Cèsiri	29	35,24	1,21	14	15	100% attrib	30%	135%	Riz
5	Jigisèmè	33	39	1,18	8	25	87,88% attrib	35%	125%	Riz
6	Sabougnouma	36	42,2	1,28	34	2	91,66% attrib	35%	120%	Riz
7	Benkadi	85	18,75	0,82	19	67	86,95% attrib	30%	135%	Riz
Total 1		263	218,21	1,25	154	109	78,56%	33%	127%	
Molodo										
1	Jèkabaara	7	13,9	1,99	5	2	100% attrib	35%	140%	Riz
2	Kafo	3	19,3	6,43	3	0	100% attrib	35%	120%	Riz
3	Jantognèrèla	10	13,9	1,39	10	0	100% attrib	35%	135%	Riz
4	Sindia	6	11,59	1,93	6	0	100% attrib	35%	130%	Riz
5	Sabali	68	90,33	1,33	62	6	100% attrib	35%	135%	Riz
6	Dambé	14	34	2,43	11	3	92,86% attrib	30%	135%	Riz
7	Yèrèdèmè	11	31	2,82	8	3	81,82% attrib	30%	140%	Riz
Total 2		119	183,02	2,62	105	14	96,38%	34%	134%	
		382	401,23	1,94	259	123	87,47%	33,50%		

7.4. Annexe 3 : Termes de références et programme de l'échange croisé au Cambodge

a. Participants

L'accueil mobilisera principalement au Cambodge Antoine (GRET-coordonateur ASIrrri), Piseth (GRET-maintenance), Sopheak (CEDAC-aspects institutionnels) et l'équipe du CSI.

La mission consistera en Yacouba Coulibaly (Président du CPS de Molodo), Moussa Amos Keita (conseiller OERT du CPS) et Christophe Rigourd (IRAM).

b. Thèmes d'études

Pour rappel les thèmes faisant l'objet d'analyse transversale sont les suivants :

- Comment pérenniser les dispositifs de centres de services et leur contribution à la pérennisation des systèmes irrigués ?
- Quels modèles économiques pour assurer la viabilité des centres de services et de leurs services aux irrigants ?
- Quels modèles pour la pérennisation technique, économique, financière, sociale et institutionnelle des systèmes irrigués ? :
 - comment pérenniser les services de l'eau (distribution, entretien, administration, gestion des conflits...) ? quelles complémentarités, quel partage de ressources entre organisations d'irrigants et centres de services ?
 - quel liens entre les associations d'irrigants et les organisations de producteurs gérant des services d'approvisionnement et de commercialisation ? Une association d'irrigants peut-elle se diversifier ou doit-elle se limiter à la gestion de l'eau ?
 - quelles contributions respectives des usagers, des collectivités et de l'Etat à l'entretien et au fonctionnement des systèmes irrigués ? quelle fiscalité / parafiscalité, quels systèmes de péréquation ?
- Quels services les plus pertinents pour les organisations d'irrigants ? comment contribuer à l'autonomie de ces organisations ?
- Quel rôle des centres de services dans le domaine foncier, face aux problématiques d'insécurité foncière des irrigants et d'expulsion, face aux dynamiques de mitage par l'habitat, voire d'urbanisation massive des zones irriguées ?

Il s'agira en particulier pour l'équipe Mali :

- D'étudier le modèle et le fonctionnement du centre de services aux irrigants mis en place par le GRET-CEDAC : model organisationnel / institutionnel (pour le moment plutôt de type ONG, mais en réflexion par l'équipe projet sur place), modèle économique (recouvrement des coûts, facturation...), types de services (contrats de prestation avec les associations d'irrigants). L'équipe Mali devra également présenter l'expérience de la FCPS et du CPS de Molodo (expérience générale et dans le cadre d'appui aux OERT).

- D'étudier le modèle et le fonctionnement des associations d'irrigants au Cambodge et notamment leurs rôles dans la gestion de l'eau et l'entretien des infrastructures (ces deux fonctions étant du mandat des OERT au Mali). On s'intéressera notamment aux trois dimensions des associations : organisation / institutions, activités et relations extérieures. On pourra valoriser les outils de typologie des organisations élaborés par les deux composantes.
- Le partage des rôles entre acteurs des systèmes irrigués sera analysé :
 - Les communes jouent un rôle important dans les systèmes irrigués cambodgien ;
 - Partage des rôles entre associations d'irrigants et autres organisations paysannes d'une même zone (faut-il des organisations spécifiques pour l'eau ou non ?) ;
 - Relations entre les organisations d'irrigants et les services de l'Etat.
- La planification agricole qui est un problème important au Mali sera également analysée au Cambodge.

c. Personnes à rencontrer

- Equipe GRET et CEDAC
- Equipe du CSI
- Associations d'irrigants (élus, salariés, hommes et femmes) et producteurs individuels
- Autres organisations de producteurs présentes sur les zones irriguées (coopératives, syndicats...)
- Services techniques de l'Etat
- Collectivités territoriales (communes)
- Autres organisations suivant pertinence.

d. Outputs et rapportage

- En fin de mission une séance de bilan se ra organisée sur place.
- Les deux missionnaires maliens seront responsables d'organiser des séances de restitution de leur mission au niveau de la FCPS et du CPS de Molodo.
- Un rapport synthétique sera élaboré avec l'appui de l'IRAM.

e. Programme de la mission

Jour	Date	Lieux	Rencontres / Participants
1 Me	15/08 Soir	09h95'arrivée IRAM 19h25'arrivée CPS	
2 Je	16/08 Matin	10h00' Bureau du GRET	Présentation du contexte de l'irrigation au Cambodge et du projet par Antoine, Sophak, Piseth, Sophat, Sophanna ?
	16/08 Après-midi 16/08 Soir	Voyage PP – Sihanoukville (3h30) Logement à Sihanoukville	Antoine, Sophat
3 Ve	17/08	Prey Nup: Visite des polders	Rencontre d'un ou deux

	Matin 17/08 Après-midi 17/08 Soir	Pey Nup : Rencontre de la CUP Trajet et logement à Sihanoukville (45')	responsables villageois élus Bureau Central de la CUP, directeur et représentant du district
4 Sa	18/08 Matin 18/08 Après-midi 18/08 Soir	Prey Nup Rencontre de la CUP Retour Prey Nup – Phnom Penh (3h) Logement à Phnom Penh	Rencontre d'une OP qui produit et commercialise du riz de qualité Rencontre avec deux agriculteurs Rencontre avec le directeur si nécessaire
5 Di	19/08 Matin 19/08 Après-midi 19/08 Soir	Voyage PP - Teuk Chha (2h30') Visite de Teuk Chha Déjeuner à Teuk Chha Voyage Teuk Chha – Kompong Thom Visite du CSI Logement à Kompong Thom	Antoine, Piseth, Saveth Rencontre avec le Comité de gestion, chefs de commune, responsable des ressources en eaux du district Débriefing et présentation des visites du lendemain
6 Lu	20/08 Matin 20/08 Après-midi 20/08 Soir	Visite de Pram Kumpheak Visite de Stung Chinit Logement à Kompong Thom	Antoine, Sophak, Sokkhim Rencontre avec les représentants des nouveaux FWUG et discussion avec le chef de la commune Visites du réservoir et rencontre avec le FWUC (président et directeur)
7 Ma	21/08 Matin 21/08 Après-midi 21/08 Soir	Réunion au CSI Réunion au CSI Logement à Kompong Thom	All team Présentation de la méthodologie du CSI et des services Présentation de la méthodologie du CPS et des services au Mali
8 Me	22/08 Matin 22/08 Après-midi	? Retour sur Phnom Penh (3h)	Antoine, Sophak Visite d'une association paysanne soutenue par le CEDAC (SRI)

	22/08 Soir	Logement à Phnom Penh	
9 Je	23/08 Matin 23/08 Après-midi 23/08 Soir	Bureau du GRET Visite de Phnom Penh Shopping / visite Transfert à l'aéroport à 17h30'	Réunion de bilan ?

7.5. Annexe 4 : Termes de références et programme de l'échange croisé au Mali

a. Participants à l'échange croisé au Mali

- Equipe Cambodge : A. Deligne (GRET), L. Piseth (Centre de Services aux Irrigants CSI), S. Sopheak (CSI)
- Equipe Haïti : Y. Faustin (AVSF), E. Herard (Fondation nationale haïtienne de l'irrigation FONHADI), E. Pierre Paul (Coordination des usagers de l'eau du Sud-Est CUDES)
- Equipe Mali : l'équipe du centre de prestation de service CPS de Molodo et de la Fédération des centres de prestation de services FCPS (notamment MA. Keita et Y. Coulibaly du CPS de Molodo qui ont participé à la visite au Cambodge) et C. Rigourd (IRAM).

b. Echanges croisés : place dans la composante transversale, thèmes d'analyses et objectifs

La réalisation du projet sur trois terrains différents mais faisant face à des problématiques de même nature permet de mener et de valoriser l'analyse comparée à la fois des **situations** et des **expériences** engagées : caractérisation des cadres institutionnels spécifiques, types d'aménagements hydro-agricoles, fonctions assumées par les différents acteurs de l'irrigation et de la mise en valeur, performances technico-économiques des périmètres irrigués, types et performances des services rendus aux irrigants. Les échanges et la capitalisation doivent porter simultanément sur la compréhension des **contextes**, sur les **méthodes** d'appui aux irrigants mises en œuvre et sur les **résultats** de l'expérience. Ces activités d'échanges et de capitalisation sont menées collectivement dans le cadre de la **composante transversale** coordonnée par l'IRAM.

Dans le cadre de cette composante transversale, le document de projet prévoyait initialement la tenue d'un **atelier tri-pays à la mi-parcours** du projet (ligne budgétaire de 20.000 euros) permettant des échanges entre les trois composantes terrains du projet. Par crainte d'un atelier trop théorique et ne se basant pas suffisamment sur les vécus de chacun, il a été décidé en 2009 d'utiliser cette ligne budgétaire pour réaliser des **échanges croisés** plus concrets entre les équipes projets.

Trois échanges croisés étaient initialement prévus. L'équipe Cambodge pouvait se rendre en Haïti pour rencontrer la FONHADI. Il s'agissait alors principalement d'échanges sur le contexte institutionnel et sur les plateformes d'échanges entre acteurs. L'équipe Haïti pouvait se rendre au Mali pour rencontrer la FCPS et comprendre son organisation, mode de fonctionnement, étudier les services prestés par la FCPS (services qui sont différents de ceux de la centrale d'achat et de commercialisation CAC). L'équipe Mali pouvait se rendre au Cambodge pour étudier les aspects de gestion de l'eau sur les grands aménagements. Cette dernière visite au Cambodge a effectivement eu lieu en septembre 2010 (rapport à venir).

Etant données les difficultés logistiques du trajet Cambodge-Haïti il a finalement été décidé que les deux équipes Haïti et Cambodge se rendent simultanément au Mali.

La composante transversale avait proposé quelques **thèmes d'analyses transversales** sur lesquels l'attention devait se porter en priorité :

- Comment pérenniser les dispositifs de centres de services et leur contribution à la pérennisation des systèmes irrigués ?
- Quels modèles économiques pour assurer la viabilité des centres de services et de leurs services aux irrigants ?
- Quels modèles pour la pérennisation technique, économique, financière, sociale et institutionnelle des systèmes irrigués ? :
 - comment pérenniser les services de l'eau (distribution, entretien, administration, gestion des conflits...) ? quelles complémentarités, quel partage de ressources entre organisations d'irrigants et centres de services ?
 - quel liens entre les associations d'irrigants et les organisations de producteurs gérant des services d'approvisionnement et de commercialisation ? Une association d'irrigants peut-elle se diversifier ou doit-elle se limiter à la gestion de l'eau ?
 - quelles contributions respectives des usagers, des collectivités et de l'Etat à l'entretien et au fonctionnement des systèmes irrigués ? quelle fiscalité / parafiscalité, quels systèmes de péréquation ?
- Quels services les plus pertinents pour les organisations d'irrigants ? comment contribuer à l'autonomie de ces organisations ?
- Quel rôle des centres de services dans le domaine foncier, face aux problématiques d'insécurité foncière des irrigants et d'expulsion, face aux dynamiques de mitage par l'habitat, voire d'urbanisation massive des zones irriguées ?

Plus spécifiquement on propose les objectifs suivants pour cet échange au Mali :

- Permettre des échanges entre les équipes sur les contextes, démarches et résultats des trois composantes : Même si les équipes Cambodge et Haïti pourront possiblement s'inspirer des expériences du Mali, l'intérêt d'un tel échange est surtout qu'elles puissent s'interroger sur leurs propres pratiques et propres contextes (en les mettant en perspective avec la situation au Mali), plutôt que « prendre exemple ». De même les questionnements des équipes Haïti et Cambodge permettront à l'équipe Mali de re-questionner sa propre expérience et ses propres pratiques. Il est difficile de prévoir, à priori, ce qui ressortira de tels échanges, mais le premier échange au Cambodge s'est révélé très positif. Ainsi tout en mentionnant des thèmes d'analyses transversaux prioritaires (cf. ci-dessus), il est donc important de laisser l'échange ouvert !
- Amorcer / poursuivre des analyses transversales qui pourront être capitalisées en 2011 : Une semaine est très court pour aller au fond des analyses et apporter des éclairages complets sur les thèmes d'analyses transversales. La première mission au Cambodge a apporté quelques éléments de réflexion. Ce présent échange au Mali apportera d'autres éléments. Ces réflexions amorcées seront poursuivies par chaque

équipe ainsi que collectivement en 2011. Cet échange, bien que devant produire son propre output (rapport de mission), n'est qu'une étape dans le processus d'analyse transversale et de capitalisation.

- **Construire un collectif** : Cette mission est la première occasion aux trois équipes de se rencontrer et d'échanger. Cette première rencontre physique facilitera ultérieurement les échanges (lors des autres missions, par skype...). Même si l'accueil a lieu au Mali et que l'essentiel des activités concerne donc spécifiquement l'analyse du cas Mali, on devra garder à l'esprit qu'il s'agit d'un échange Cambodge-Haïti-Mali au cours duquel chaque expérience doit pouvoir être présentée et discutée. Un « mini-atelier » en fin de mission devra justement permettre des échanges équilibrés entre les trois composantes.

c. Proposition de programme

Ce programme comporte :

- Une visite de terrain de l'ensemble des infrastructures en début de mission et une rencontre de l'Office du Niger afin d'avoir un aperçu global de la zone. Cela permettra à chacun de resituer ses zones irriguées (Haïti et Cambodge) par rapport à celles de l'Office du Niger : quels enjeux communs ? quelles spécificités ? comment la question du transfert de gestion est-elle abordée dans les trois pays ? ;
- Des temps de débats / discussions sur l'expérience de la FCPS et des CPS qui permettront d'engager des discussions sur la notion de services. Cela permettra d'échanger sur les différents formes de centres de services (CPS au Mali, CSI au Cambodge, CAC en Haïti) : modèle organisationnel, services fournis, pérennité...
- L'analyse de deux démarches d'appui aux organisations d'entretien du réseau tertiaire OERT (celle d'ASIrri et celle du projet d'appui au développement de l'Office du Niger PADON) et des rencontres de ces OERT permettra d'aborder la thématique des organisations d'irrigants : quelles différences entre les différentes formes d'organisations d'irrigants entre les trois pays (OERT au Mali, FWUC/FWUC au Cambodge et OI en Haïti) ? ;
- Un « mini-atelier » en fin de mission de 1,5j articulé autour de 3 sessions (regards croisés sur les démarches d'appui aux organisations d'irrigants, échanges sur les expériences de plateformes nationales, débriefing final).

Lundi	01-nov	AM		
		PM	Bamako	Arrivée des équipes Haïti, Cambodge et France
Mardi	02-nov	AM	Route	Trajet Bamako – Niono (4h)
		PM	Niono (FCPS)	Accueil par la FCPS : <ul style="list-style-type: none"> • Présentation de la zone Office du Niger, des principaux acteurs, des enjeux actuels de la zone → <i>Comprendre le contexte / la zone</i> • Finalisation programme, cadrage méthodologique, logistique

Mercredi	03-nov	AM	Ségou (ON)	<ul style="list-style-type: none"> Trajet Niono – Ségou (1h) Office du Niger : rencontre Direction Générale de l'Office, Direction gestion l'eau, Direction appui aux organisations paysannes → <i>Comprendre la zone contexte, comprendre le partage des rôles entre acteurs, plus spécifiquement comprendre le contexte de mise en place des OERT</i>
		PM	Route et Molodo	<ul style="list-style-type: none"> Visite guidée par l'Office des infrastructures : depuis le barrage de Mariakouba jusqu'à la zone de Molodo : visite du Barrage, trajet le long du fala, des canaux I, II, III, arrêt à chaque point de gestion et discussion avec les acteurs impliqués, → <i>Aperçu de l'ensemble du système hydraulique, comprendre les enjeux de gestion de l'eau et d'entretien</i> Rencontre de la Directrice de zone à Molodo, → <i>Comprendre les enjeux spécifiques de la zone d'intervention du projet</i>
Jeudi	04-nov	AM	Niono (FCPS)	Présentation de chaque composante du projet (par chaque composante) : acteurs impliqués, démarches et questionnements, activités à ce stade, 1 ^{er} résultats... <i>Se connaître, connaître les questionnements de chacun et éventuellement préciser les attentes des uns et des autres vis-à-vis de cette mission</i>
		PM	Niono (FCPS)	Echanges concernant la FCPS : son histoire, sa structure / gouvernance / fonctionnement, enjeux actuels de la FCPS → <i>Comprendre la FCPS et échanger sur la notion de centre de services</i>
Vendredi	05-nov	AM	Molodo (CPS)	<ul style="list-style-type: none"> Visite des modules tests du PADON (rencontre de l'équipe projet et de l'OERT). Nb : le PADON est un autre projet financé par l'AFD et mis en œuvre par un bureau d'étude et par l'Office du Niger et qui appuie des OERT. → <i>Observer une autre démarche d'appui aux OERT mise en œuvre par le projet PADON et analyse comparée avec la démarche du CPS</i>
		PM	Niono (FCPS)	<ul style="list-style-type: none"> Repos Débriefing des entretiens organisés jusque là
Samedi	06-nov	AM	Molodo	<ul style="list-style-type: none"> Echanges concernant le CPS de Molodo : les services habituels d'un CPS (conseil de gestion, conseil juridique, alphabétisation, conseil à l'exploitation familiale, etc), sa structure / gouvernance / fonctionnement, les enjeux actuels, les outils utilisés, etc → <i>Comprendre le CPS et échanger sur la notion de centre de services. Cette session devrait être assez pratique (présentation, discussion autour des outils, du travail au quotidien des conseillers et des exploitants, la session de la veille à la FCPS ayant abordé les aspects plus stratégiques)</i> Complément d'information concernant les activités du CPS dans le cadre d'ASIrri Visite d'une organisation paysanne membre du CPS de Molodo (Jekaba Niamina, OP de Classe 1 et de type 4) : → <i>Comprendre les liens entre le CPS et ses membres, le type de services dont a bénéficié cette OP, analyser ce qu'elle pense de ces services et du fonctionnement du CPS.</i>
		PM	Molodo	Rencontre de 2 OERT : On constitue deux groupes et on rencontre 2 OERT en parallèle → <i>Porter des regards croisés sur les OERT et sur les services fournis par le CPS aux OERT. Ces visites doivent permettre à chacun de porter un regard sur les organisations d'irrigants présentes au Mali (OERT) et sur les services fournis par le CPS à ces OERT. Chacun pourra « comparer » les organisations d'irrigants présentes dans son propre pays avec les OERT : qu'est-ce que cette mise en perspective nous dit sur les OERT ? qu'est-ce que cette mise en perspective nous dit sur les organisations d'irrigants de son propre pays ? Chacun pourra également « comparer » ses propres services avec ceux fournis par le CPS : qu'est-ce que cette mise en perspective nous dit sur les services fournis par le CPS ? qu'est-ce</i>

				<i>que cette mise en perspective nous dit sur les services fournis par le CSI, CUDES ou la CAC ?</i>
Dimanche	07-nov	AM	Niono (FCPS)	Mini-atelier ASIrri : Restitution des regards croisés sur les OERT et les démarches d'appui aux OERT (ASIrri et PADON) → <i>Echanger sur les organisations d'irrigants (OERT dans le cas du Mali) et sur les services aux irrigants</i>
		PM	Niono (FCPS)	<ul style="list-style-type: none"> • Visite de la foire de Niono • Repos ou poursuite des discussions du matin
Lundi	08-nov	AM	Niono (FCPS)	Mini-atelier ASIrri : Comment aller d'actions pilotes locales au niveau national : expériences des plateformes nationales → <i>A partir des expériences de la FONHADI et de l'AMID, échanger sur le rôle et fonctionnement de ces plateformes</i>
		PM	Niono (FCPS)	Mini-atelier ASIrri : Débriefing de l'ensemble de la mission → <i>Quels enseignements pour chacun ? Quelles suites ?</i>
Mardi	09-nov	AM	Route	Trajet Niono-Bamako
		PM	Bamako	Départ et visite Bamako (suivant horaire de départ)

A la fin de chaque journée les participants se regrouperont pour échanger brièvement sur leurs impressions de la journée : « qu'est-ce qui nous a le plus intéressé ? », « qu'est-ce qui nous a le plus touché ? », etc.

d. Préparation de la mission

Les trois contextes Cambodge, Haïti et Mali sont très différents. Afin que les participants ne soient pas « submergés » par cette différence de contexte à l'arrivée au Mali un minimum de préparation est nécessaire :

- Le visionnage du film « Office du Niger : du travailleur forcé au paysan syndiqué » peut permettre une bonne entrée en matière puisqu'il reprend tout l'historique et les enjeux actuels de la zone. Le DVD a été remis à chaque équipe lors des dernières missions IRAM.
- Lecture des résumés exécutifs des différents rapports produits par la composante Mali (un envoi sera fait par l'IRAM).
- Lecture du dernier rapport d'activité du projet (janvier-juillet 2010).
- Lecture des grilles comparées Mali-Haïti et Mali-Cambodge (un envoi sera fait par l'IRAM).

e. Outputs de la mission

Chaque équipe devra rédiger un court rapport. Les rapports seront ensuite compilés par la composante transversale.

Le plan exact de ce rapport sera élaboré par les participants en cours de mission.

En première approximation ces rapports de chaque équipe pourraient être constitués de deux parties :

- Une partie présentant les principales impressions des participants. Partie plutôt basée sur le vécu, le ressenti, sans nécessairement entrer dans l'analyse ;

- Une partie plus analytique et qui abordera les thèmes d'analyse transversale / ceux retenus pour la mission.

Le rapport compilé pourra également reprendre les principaux points discutés durant le mini-atelier final.

f. Organisation logistique

Pour la FCPS et le CPS de Molodo

La FCPS et le CPS de Molodo sont responsables de l'organisation de toute la logistique sur le terrain : réservations d'hôtels (Bamako et Niono), paiement des hôtels (nuitées seulement), prise de rdv, information des autorités locales, re-confirimation des billets d'avion, s'assurer de l'extension des visas sur place le cas échéant, transport, etc

La FCPS et le CPS devront rassembler tous les justificatifs de dépenses occasionnées par cette mission et les remettre à l'IRAM en fin de mission. Ces justificatifs seront accompagnés d'un rapport financier afin de permettre un remboursement dans les meilleurs délais par l'IRAM.

Pour les équipes Haïti et Cambodge

Les missionnaires (Haïti et Cambodge) recevront un per-diem selon les grilles AVSF et GRET. Ces per-diem couvriront toutes les dépenses locales à l'exclusion des chambres d'hôtels (payées par la FCPS) : nourriture matin, midi, soir, boissons, frais de téléphones, autres frais personnels (médicaments, etc).

Les autres dépenses remboursables par le projet sont :

- Frais de transport domicile/aéroport à l'aller et au retour,
- Billets d'avion, taxes d'aéroport, assurance annulation,
- Assurance des personnes, visas,
- Vaccination et prophylaxie anti-palud.

Ces dépenses ne seront remboursées que sur présentation de justificatifs. Pensez donc à les garder tous (souches de billets d'avion, paiement de taxe d'aéroport, facture de taxi...).

Chaque équipe enverra dans les meilleurs délais l'ensemble des justificatifs et le rapport financier à l'IRAM pour permettre le remboursement.